

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 382

26 mai 2000

**SOMMAIRE**

Abbey Holdings S.A., Moutfort . . . . .	page 18324	Mayfair Holdings S.A., Luxembourg . . . . .	18321
Abic Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18328	MCY S.A.H., Strassen . . . . .	18328
ABN Amro Funds, Sicav, Luxembourg-Kirchberg . . . . .	18317	Meetshow International Holding S.A., Luxembg . . . . .	18326
ABN Amro Profil Funds Management S.A., Luxembourg-Kirchberg . . . . .	18316	Micaze S.A., Luxembourg . . . . .	18328
Agricolux S.A., Luxembourg . . . . .	18326	Millennium Fund . . . . .	18305
Andorfons Internacional Strategic Funds . . . . .	18291	Min Invest S.A.H., Luxembourg . . . . .	18318
Asia Oceania Fund . . . . .	18305	Miros Investment Holding et Cie, S.C.A. . . . .	18317
Bank Anhyp Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	18307	Nadha Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18332
Banque IPPA et Associés S.A., Luxembourg . . . . .	18307	Natsan Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18320
Bâticonfort Gérance, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	18324	Netgels S.A., Luxembourg . . . . .	18326
Bâticonfort, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	18323	Nivalcon Immo S.A., Luxembourg . . . . .	18318
Bio-Products and Bio-Engineering S.A., Luxembg . . . . .	18323	Nobilis Investments Funds, Sicav, Luxembourg-Kirchberg . . . . .	18317
Bodhi Holdings S.A., Luxembourg . . . . .	18332	Noral Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18324
Camoze S.A., Luxembourg . . . . .	18321	Oldex S.A., Luxembourg . . . . .	18317
Citiselect, Sicav, Luxembourg . . . . .	18331	Olio Finance S.A., Luxembourg . . . . .	18336
Corona Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18330	Otanod Informatik S.A., Luxembourg . . . . .	18333
Corydon S.A., Strassen . . . . .	18315	Oxalis Investissement S.A., Luxembourg . . . . .	18336
Covad Europe, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	18308	Partibel S.A., Luxembourg . . . . .	18331
D.C.I. - D.C. International S.A., Luxembourg . . . . .	18330	Partogest S.A., Luxembourg . . . . .	18335
Derval S.A., Luxembourg . . . . .	18323	Patriarch, Sicav, Luxembourg-Strassen . . . . .	18332
Dexia Asia Premier, Sicav, Luxembourg . . . . .	18331	Refina International S.A., Luxembourg . . . . .	18334
D.I.E. Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18330	Reliant International Corporation S.A., Luxembourg . . . . .	18325
Engelhorn S.A. Holding, Strassen . . . . .	18335	Robur International, Sicav, Luxembourg . . . . .	18336
Finauto, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	18313	Say Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18335
F.M.O. Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18320	Sedellco Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18317
Frohfeld A.G., Luxembourg . . . . .	18319	Sentrim S.A.H., Luxembourg . . . . .	18322
FT HumanCare Lux, Fonds Commun de Placement . . . . .	18298	Société Européenne de Participation Commerciale S.A., Luxembourg . . . . .	18335
Gecofisc S.A., Luxembourg . . . . .	18322	Soleil Finance S.A., Luxembourg . . . . .	18327
Gefinor S.A.H., Luxembourg . . . . .	18328	Templeton Global Strategy Funds, Sicav, Luxembourg . . . . .	18315
Gofinco S.A., Luxembourg . . . . .	18334	Tevorina Finance S.A., Luxembourg . . . . .	18324
Greenfin Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18322	Thacha S.A.H., Luxembourg . . . . .	18333
G S I Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18325	Threshold S.A., Luxembourg . . . . .	18322
G-Strategy, Sicav, Luxembourg . . . . .	18329	Ufilux S.A. Holding, Luxembourg . . . . .	18319
Gwenaël S.A., Luxembourg . . . . .	18320	Uniflair International S.A., Luxembourg . . . . .	18325
Helsa Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18290, 18291	Vieux Luxembourg S.A., Société pour la Protection du Patrimoine Architectural et Artistique, Luxembourg . . . . .	18318
Hexx S.A.H., Luxembourg . . . . .	18329	Vigor International S.A., Luxembourg . . . . .	18333
Hortense S.A., Luxembourg . . . . .	18333	Waxwing Securities Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18327
Ifa S.A., Luxembourg . . . . .	18334	Woodcut S.A., Luxembourg . . . . .	18326
Kanonica S.A., Luxembourg . . . . .	18319	Woodlander Project Holding S.A., Luxembourg . . . . .	18327
KölnFondsStruktur: . . . . .	18308		
Land Investments S.A., Luxembourg . . . . .	18327		
Linethy Invest S.A., Luxembourg . . . . .	18319		
Liparis Financière S.A., Luxembourg . . . . .	18329		
Mandanor S.A., Luxembourg . . . . .	18321		

**HELSA HOLDING S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.  
R. C. Luxembourg B 49.610.

L'an deux mille, le quatre mai.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme HELSA HOLDING S.A., ayant son siège social à L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener, R.C. Luxembourg section B numéro 49.610,

constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 9 décembre 1994, publié au Mémorial C, numéro 131 du 23 mars 1995, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 27 octobre 1995, publié au Mémorial C, numéro 28 du 16 janvier 1996.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Mireille Gehlen, licenciée en administration des affaires, demeurant à Dudelange.

La présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Isabel Costa, employée privée, demeurant à Hagondange (France).

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Laurence Bier, comptable, demeurant à Thionville (France).

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Suppression de la valeur nominale des actions.

2. Réduction du capital souscrit par remboursement aux actionnaires d'un montant de ITL 9.800.000.000,- (neuf milliards huit cents millions de liras italiennes), en vue de ramener le capital social souscrit de ITL 10.000.000.000,- (dix milliards de liras italiennes) à ITL 200.000.000,- (deux cents millions de liras italiennes) par la réduction du pair comptable des actions représentatives du capital social sans réduire le nombre des actions.

3. Modification subséquente de l'article 3, alinéa 1, des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le capital souscrit de la société est fixé à ITL 200.000.000,- (deux cents millions de liras italiennes), représenté par 10.000 (dix mille) actions d'une valeur nominale de ITL 20.000,- (vingt mille liras italiennes) chacune.

4. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des dix mille (10.000) actions de la société.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de neuf milliards huit cents millions de liras italiennes (9.800.000.000,- ITL), pour le ramener de son montant actuel de dix milliards de liras italiennes (10.000.000.000,- ITL) à deux cents millions de liras italiennes (200.000.000,- ITL) par la réduction du pair comptable des dix mille (10.000) actions représentatives du capital social à vingt mille liras italiennes (20.000,- ITL).

Cette réduction de capital est réalisée par remboursement du montant de neuf milliards huit cents millions de liras italiennes (9.800.000.000,- ITL) aux actionnaires.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent et au remboursement aux actionnaires, étant entendu que le remboursement ne peut avoir lieu que trente (30) jours après la publication du présent acte au Mémorial C.

*Troisième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier les deux premiers alinéas de l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3. Alinéas 1<sup>er</sup> et 2.** Le capital souscrit de la société est fixé à 200.000.000,- ITL (deux cents millions de liras italiennes), représenté par 10.000 (dix mille) actions d'une valeur nominale de 20.000,- ITL (vingt mille liras italiennes) chacune.

Toutes les actions sont au porteur, sauf dispositions contraires de la loi. Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social de son montant actuel à 100.000.000.000,- ITL (cent milliards de liras italiennes), le cas échéant par l'émission d'actions de 20.000,- ITL (vingt mille liras italiennes) chacune jouissant des mêmes droits que les actions existantes. En conséquence, il est autorisé à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles, en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la forme requise, les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.»

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à quarante-cinq mille francs luxembourgeois.

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant de la réduction de capital est évalué à la somme de 204.171.240,- LUF.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la Présidente lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Gehlen, I. Costa, L. Bier, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 8 mai 2000, vol. 510, fol. 43, case 7. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): G. Schlink.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 10 mai 2000.

J. Seckler.

(25442/231/94) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2000.

**HELSA HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.

R. C. Luxembourg B 49.610.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 10 mai 2000.

J. Seckler.

(25443/231/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2000.

**ANDORFONS INTERNACIONAL STRATEGIC FUNDS.**

MANAGEMENT REGULATIONS

**1) The fund**

ANDORFONS INTERNACIONAL STRATEGIC FUNDS (hereafter referred to as the «Fund»), organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement), is an unincorporated coproprietorship of transferable securities (hereinafter referred to as «securities»), managed in the interest of its co-owners (hereafter referred to as the «shareholders») by ALLIANCE CAPITAL (LUXEMBOURG) S.A. (hereafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. There shall be several classes of Shares and within the Fund the Management Company may create specific pools of assets (each a «Portfolio») which shall be linked to one or more classes of Shares as more specifically described in the addenda hereto. The assets of the Fund, which are held in custody by BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.C.A. (hereafter referred to as the «Custodian»), are segregated from those of the Management Company. By the acquisition of Shares of the Fund, any shareholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the shareholders, the Management Company and the Custodian.

**2) The Management Company**

The Fund is managed on behalf of the shareholders by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 5) hereafter, on behalf of the shareholders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of the Fund within the restrictions set forth in Article 5) hereafter.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

The Management Company may for the benefit of the Fund obtain investment information, advice and other services.

The Management Company and any investment manager, investment advisor and sub-advisor are entitled to fees payable at the end of each month, at an aggregate annual rate not exceeding the rate specified for each Portfolio in the relevant addendum.

### **3) The Custodian**

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.C.A., a corporation organized under the laws of Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days' written notice delivered by the one to the other.

In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new custodian who will assume the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the shareholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary for the transfer of all assets of the Fund to the new Custodian.

All cash and securities constituting the assets of the Fund shall be held by the Custodian on behalf of the shareholders of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such securities. The Custodian may hold securities in accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities held by the Custodian. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund.

The Custodian will assume its functions and responsibilities in accordance with article 16 and paragraph (1) and subparagraphs (a), (c), (d) and (e) of paragraph (2) of article 17 of the law of 30th March 1988 regarding collective investment undertakings.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian. Such fee is based on the average net assets of the Fund and is payable monthly.

### **4) Investment policy**

The Management Company shall invest in conformity with the principle of risk spreading the proceeds paid into the Fund for joint account of shareholders in transferable securities and other assets permitted by part II of the law of 30th March, 1988 regarding undertakings for collective investment. In this context the Management Company shall specify the investment guidelines for each Portfolio and publish such guidelines in an addendum to these Management Regulations.

The Fund shall be managed with the objective of providing the shareholders with a range of investment opportunities and to offer through a participation in the Fund a choice of equities in different geographical markets or different industries or sectors, or of short term and long term investments in debt securities in different currencies utilizing various investment strategies, including leverage and short selling of assets to enhance returns, while reducing risks through various hedging techniques. The Management Company shall in its discretion decide what investment opportunities the Fund shall offer to investors by the creation of additional Portfolios. Further, the Management Company shall alone be entitled to fix the date of issue of any further class of Shares.

If it appears advisable to retain liquid assets in the Fund, such assets may be kept in money market instruments issued or guaranteed by highly-rated borrowers in current or deposit accounts.

### **5) Investment restrictions**

To the extent that the relevant addenda to these Management Regulations do not derogate thereto in connection with the management of the assets of a specific Portfolio, the Management Company in managing the assets of the Fund shall comply with the following restrictions.

(1) The Fund shall not invest in the securities of any single issuer if immediately after and as a result of such investment more than 10% of the total assets of the Fund (which may constitute 22.5% of the Fund's net assets if the Fund is fully leveraged as a result of borrowings) would consist of the securities of such issuer (net of offsetting positions in the securities of any such issuer), except that for defensive purposes the Management Company may invest up to 100% of the Fund's assets in debt securities issued or guaranteed by any sovereign member state of the Organization for Economic Cooperation and Development, any political subdivision or local authority thereof or any international organization of which several such sovereign states are members;

(2) The Fund shall not invest in securities which are not quoted securities or which cannot be readily resold because of legal or contractual restrictions or which are not otherwise readily marketable, if, regarding all such securities, more than 10% of total assets of a Portfolio would be invested in such securities immediately after and as a result of such transaction.

For this purpose «quoted securities» means (i) securities admitted to official listing on any recognized stock exchange or securities dealt in on any other organized market which operates regularly and offers safeguards of liquidity comparable to those of a stock exchange and (ii) recently issued securities provided the terms of the issue provide that appli-

cation be made for admission to the official listing on any such stock exchange or organised market and such admission is secured within a year of issue;

(3) The Fund shall not purchase securities of any issuer if, upon such purchase, the Fund owns more than 10% of any class of the securities of such issuer, or if as a result of such purchase the Fund may exercise a significant influence over the management of the issuer, provided that this limit will not apply to securities issued or guaranteed by any sovereign state, any political subdivision or local authority thereof or an international organization of which several sovereign states are members;

(4) The Fund shall not purchase or sell futures contracts if the aggregate net long or net short positions of such futures contracts exceed, or as a result of such purchase or sale would exceed, 100% of the net assets of the relevant Portfolio;

(5) The Fund shall not write options on an uncovered basis if the value of premiums generated thereby exceeds, or as a result of such action would exceed, 15% of the total assets of the Fund, which may constitute 33.75% of the Fund's net assets, if the Fund is fully leveraged as a result of borrowings;

(6) The Fund shall not hold short positions on securities in excess of 150% of the value of the investments in equity securities of the relevant Portfolio;

(7) The Fund shall not hold an open forward position in any one futures contract, or any one options contract written, for which the margin requirement represents 10% or more of the net assets of the relevant Portfolio;

(8) The Fund shall not pay premiums to acquire options having identical characteristics if the premiums paid exceed, or if as a result of such premiums paid would exceed, 10% of the net assets of the relevant Portfolio;

(9) The Fund shall not hold an open position in futures contracts concerning a single category of financial futures, or options written on a single underlying instrument, for which the margin required represents 20% or more of the net assets of the relevant Portfolio.

(10) Save that each Portfolio may invest through a collective investment undertaking, the shares of which are exclusively held by such Portfolio and other mutual investment funds managed by the Management Company, the Fund may not purchase securities of other collective investment undertakings of the open-ended type, except in connection with a merger, consolidation, acquisition or reorganization.

(11) The Fund may enter into repurchase agreements only with highly-rated financial institutions specialized in this type of transaction and provided that (i) during the life time of a repurchase agreement, the Fund may not sell the underlying securities before the repurchase is effected, and (ii) the Fund shall ensure to maintain the importance of such transactions at a level which enables it at all times to meet its redemption obligations vis-à-vis its Shareholders.

(12) Under normal circumstances the Fund shall not leverage its assets through borrowings in excess of 125% of its net assets.

(13) The Fund may invest up to 100% of its assets or of the assets of the Portfolio, in shares or units of another Luxembourg undertaking for collective investment with substantially the same investment policy and objectives than the Fund or the relevant Portfolio.

The above restrictions shall not apply to the investment in another collective investment undertaking, but shall be applicable on a consolidated basis to the investments held by such other collective investment undertaking.

The Management Company need not comply with the investment limit percentages set forth above when exercising subscription rights attaching to securities which form part of the assets of the Fund.

If by reason of subsequent fluctuations in values of the Fund's assets or as a result of the exercise of subscription rights, the investment limit percentages above are infringed, priority will be given, when sales of securities are made, to correcting the situation, having due regard to the interests of the shareholders.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as are compatible with or in the interest of the shareholders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the Shares of the Fund are sold.

## **6) Issue of Shares**

One or several classes of Shares of the Fund shall be issued by the Management Company for each Portfolio subject to payment therefor to the Custodian within such period thereafter as the Management Company may from time to time determine. Fractions of Shares may be issued to such fractional entitlements as the Management Company may determine.

Certificates for Shares or confirmations of shareholding shall be delivered by the Management Company, provided that payment therefor has been received by the Custodian.

The Management Company shall comply, with respect to the issuing of Shares, with the laws and regulations of the countries where these Shares are offered. The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease definitely or limit the issue of Shares at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may also prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Shares, if such a measure is necessary for the protection of the shareholders as a whole and the Fund.

Furthermore, the Management Company may:

- (a) reject at its discretion any application for purchase of Shares;
- (b) repurchase at any time the Shares held by shareholders who are excluded from purchasing or holding Shares.

## **7) Issue price**

The initial issue price per Share of each class will be determined by the Management Company in respect of the initial offer period. Thereafter, the issue price per Share will be the net asset value per Share of the relevant class determined on or after the day on which the application for purchase of Shares is received and calculated in accordance with Article 9) hereafter (provided that such application is received prior to such deadline(s) as may from time to time be established

by the Management Company), plus, with respect to Shares of specific classes purchased, a sales charge in favour of banks and financial organizations acting in connection with the placing of the Shares as specified in the sales documents. With respect to other classes of Shares purchased, a contingent deferred sales charge may be assessed on the proceeds of the repurchase if and when repurchased from shareholders on terms and conditions determined by the Management Company.

If the Management Company so resolves, the issue price may be determined in several currencies specified in the sales documents relating to the Fund. In such event the currency conversion will be made at the middle market rate at the time of calculation of the net asset value.

Payment of the issue price, plus the sales charge if any, shall be made within five Luxembourg bank business days counting from and including the day when the application is accepted.

### **8) Share certificates**

Any person or corporate body shall be eligible to participate in the Fund by subscribing for one or several Shares, subject, however, to the provisions contained in Article 6) of these Management Regulations. The Management Company shall issue certificates in registered form. Each certificate shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile. In the absence of a request for certificates, investors will be deemed to have requested that no certificate be issued in respect of their Shares and a confirmation of shareholding will be delivered instead.

### **9) Determination of net asset value**

The net asset value of the Shares of each class, expressed in Euro or in such other currency as shall be specified in the addendum to the Management Regulations, will be determined by the Management Company on each day which is a bank business day in Luxembourg (a «valuation day»), by dividing the value of the assets less the liabilities (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) of the Fund properly allocable to such class of Shares by the total number of its Shares of such class outstanding at the time of determination of the net asset value. To the extent feasible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued daily. For the purpose of calculating the issue and repurchase price, such net asset value may be converted into such other currencies as the sales documents of the Fund shall provide.

In the accounts of the Fund, the Management Company shall establish the Portfolios as follows:

a) the proceeds to be received from the issue of Shares of a specific class shall be applied in the books of the Fund to the Portfolio established for that class of Shares, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Portfolio attributable to the class of Shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or classes shall be applied to the corresponding Portfolio subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Fund to the same Portfolio as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular Portfolio, such liability shall be allocated to the relevant Portfolio;

d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the Portfolios pro rata to the net asset values of the relevant classes of Shares;

e) when class-specific expenses are paid and/or higher dividends are distributed to Shares of a given class, the net asset value of the relevant class of Shares shall be reduced by such expenses and/or by any excess of dividends paid to holders of Shares of one class over that paid to holders of the other class or classes (thus decreasing the percentage of the total net asset value of the Fund or of the Portfolio, as the case may be, attributable to such class of Shares) and the net asset value attributable to the other class or classes of Shares shall remain the same (thus increasing the percentage of the total net asset value of the Fund or of the Portfolio, as the case may be, attributable to such other class or classes of Shares);

f) when class-specific assets, if any, cease to be attributable to one class only, and/or when income or assets derived therefrom are to be attributed to several classes of Shares issued in connection with the same Portfolio, the share of the relevant class of Shares in the Portfolio shall increase in the proportion of such contribution; and

g) whenever Shares are issued or redeemed, the share in the common portfolio attributable to the corresponding class of Shares shall be increased or decreased by the amount received or paid, as the case may be, by the Fund for such issue or redemption.

The Fund may at any time issue Shares of additional classes, in connection with an existing Portfolio in which event the share of each additional class(es) of Shares in the Portfolio shall be determined initially in the proportion of the aggregate issue price received by the Fund and to be invested in the Portfolio upon the initial offering bears to the existing value of the Portfolio.

The assets of the Fund will be valued as follows:

(a) Securities or other assets listed or traded on a stock exchange are valued at the last known price on that exchange prior to the time when assets are valued.

Securities or other assets not traded on a stock exchange, but on any other market, are valued at the last known price deemed best to reflect their fair value.

Securities or other assets listed or traded on certain exchanges whose operations are similar to the U.S. over-the-counter market are valued at the last known price deemed best to reflect their fair value.

A security or other asset which is listed or traded on more than one exchange is valued at the quotation on the exchange determined to be the primary market for such security or other asset by the Fund. Listed securities or other assets that are not traded on a particular day are valued at the last known price deemed best to reflect their fair value.

(b) Debt instruments having 60 days or less remaining until maturity are valued at amortized cost if their original term to maturity was 60 days or less, or by amortizing their fair value as of the 61st day prior to the majority if their original terms to maturity exceeded 60 days (unless in either case the Management Company determines that this method does not represent fair value).

(c) All other assets of the Fund, including restricted and not readily marketable securities or other assets, are valued in such manner as the Management Company in good faith deems appropriate to reflect each assets' fair market value.

(d) In instances where the price of a security or other asset determined above is deemed not to be representative, the security or other assets is valued in a manner determined by the Management Company to reflect its fair value. Among the factors which may be considered in determining the fair value of not readily marketable securities or other assets are (a) the nature and duration of the restrictions upon the disposition of the securities or other assets, (b) the extent to which there is a market for securities or other assets of the same class, and (c) the initial discount, if any, at which securities or other assets were acquired below the market value of marketable securities or other assets of the same class.

(e) Cash and other liquid assets will be valued at their face value with interest accrued to the end of the day;

(f) For purposes of determining the Net Asset Value, any assets or liabilities in currencies other than Euro will be converted by using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in accordance with policies established by the Management Company.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorized to follow other rules, prudently and in good faith, in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

#### **10) Suspension of determination of net asset value**

The Management Company may temporarily suspend the determination of the net asset value and in consequence the issue and the repurchase of Shares of any Portfolio in any of the following events:

(a) when the market or the stock exchange where the prices of a material portion of the securities held within a Portfolio are established is closed, or the transactions in the major market or the major stock exchange of the securities held within a Portfolio are restricted or suspended on a day other than ordinary holidays or customary closing days during the weekend;

(b) as a result of an emergency state of affairs, the reasonable disposal of the securities held within a Portfolio becomes impossible or there exist circumstances which the Management Company deems will cause material harm or serious prejudice to the Shareholders;

(c) the communications system normally used for the determination of the price or the value of the securities held within a Portfolio is damaged, or there are reasons why the prompt and correct establishment of the prices of the securities owned by the Fund is reasonably impossible; or

(d) the Management Company deems it impossible to transfer funds held within a Portfolio at a normal exchange rates at the time of acquisition of any securities by the Portfolio.

The decision to suspend temporarily the determination of the Net Asset Value of Shares of a Portfolio does not necessarily entail the same decision for the classes of Shares of another Portfolio, if the assets within such other Portfolio are not affected to the same extent by the same circumstances.

#### **11) Repurchase**

Repurchase will be made at such net asset value per Share of the relevant class determined on the valuation day on which the repurchase request is received and determined in accordance with the terms of Article 9) above, or, if the Management Company determines to offer Shares in several currencies, the countervalue thereof in another currency converted as specified in Article 7) above, less any contingent deferred sales charge payable to institutions entrusted with the distribution of the Shares, if any, provided that the request is received prior to such deadline(s) as may from time to time be established by the Management Company. Such repurchase request must be accompanied by the relevant share certificates (if issued).

The Management Company shall ensure that the Fund maintains an appropriate level of liquidity, so that under normal circumstances repurchase of the Shares of the Fund may be made promptly upon request by shareholders. Payment of the repurchase price shall be made not later than ten Luxembourg bank business days counting from and including the day when the repurchase request is accepted and subject to receipt of the share certificates (if issued).

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where reimbursement was applied for.

The Management Company may limit the redemption of Shares in the event the Fund receives on any Valuation Day requests to redeem more than 10 % of the Shares outstanding on such date. Any part of a redemption request to which effect is not given by reason of the exercise of this power by or on behalf of the Management Company will be treated as if a request has been made in respect of the next Valuation Day and all following Valuation Day (in relation to which the Management Company has the same power) until the original request has been satisfied in full.

#### **12) Conversion**

Upon application to the Management Company, Shares of each class of a Portfolio may be converted into Shares of the same class of any other Portfolio outstanding at a rate determined by reference to the respective net asset values

on the date of conversion, provided that the Management Company may make conversions subject to such restrictions or to the payment of fees and expenses as it may determine in the light of the interest of the shareholders of the Fund as a whole.

### **13) Charges of the Fund**

The Fund will bear the following charges:

- investment management and/or advisory fees;
- all taxes which may be due on the assets and the income of the Fund;
- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Custodian and any custody charges of banks and financial institutions to whom custody of assets of the Fund is entrusted;
- usual banking and brokerage fees due on transactions involving securities held in any of the Portfolios of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the remuneration of the Management Company;
- the remuneration of the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of the assets of the Fund, and of the Registrar and Transfer Agent and Administrative Agent, as well as those of agents in places of registration, all of which may be determined as a percentage of the net assets of the Fund and/or as a fixed sum;
- distribution expenses and shareholder servicing fees which may be determined as a percentage of the net assets of the Fund or of the net asset value of the aggregate Shares of the class to which such fees relate;
- legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the shareholders;
- the cost of printing certificates; the cost of preparing and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements and prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of Shares of the Fund; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the shareholders, including the beneficial holders of the Shares, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the daily net asset value; currency conversion costs; the cost of preparing and distributing public notices to the shareholders; lawyers' and auditor's fees; the costs incurred with the admission and the maintenance of the Shares on the stock exchanges on which they are listed; and all similar administrative charges, including, unless otherwise decided by the Management Company, and unless otherwise decided, all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the Shares, including the printing costs of copies of the above mentioned documents or reports, which are utilised by the distributors of the Shares in the course of their business activities.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortized over a period not exceeding five years.

### **14) Accounting year, Audit**

The accounts of the Fund are closed each year on 31st December and for the first time on 31st December 2000. The consolidated accounts of the Fund are kept in Euro.

The accounts of the Management Company will be audited by auditors appointed by the Management Company.

The Management Company shall also appoint an authorized auditor who shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties prescribed by the law of 30th March 1988 regarding collective investment undertakings.

### **15) Dividends**

Distributions may be declared for such amounts and with respect to such class or classes of Shares as the Management Company may determine in the addenda to these Management Regulations. Payment dates for dividends shall be set out in the prospectuses or explanatory memoranda issued by the Management Company in connection with the sale of the Shares of the Fund.

No distribution may be made as a result of which the net assets of the Fund would become less than the minimum of Luxembourg Francs 50,000,000.- as prescribed by Luxembourg law.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the Fund.

### **16) Amendment of the Management Regulations**

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective on the date of their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

### **17) Publications**

The net asset value, the issue price and the repurchase price per Share will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company and the Custodian.

The audited annual reports and the unaudited semi-annual reports of the Fund are made available to the shareholders at the registered offices of the Management Company, the Custodian and any Paying Agent.

Any amendments to these Management Regulations, including the dissolution of the Fund, will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

The amendments and any notices to shareholders may also be published, as the Management Company may decide, in newspapers of countries where the Shares of the Fund are offered and sold.



### 18) Duration of the Fund, Liquidation, Amalgamation

The Fund is established for an unlimited period. The Fund may be dissolved at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. Any notice of dissolution will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper, to be determined jointly by the Management Company and the Custodian.

Issuance and repurchase of Shares will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution.

The Management Company will realize the assets of the Fund in the best interests of the shareholders and, upon instructions given by the Management Company, the Custodian will distribute the net proceeds of the liquidation, after deducting all liquidation expenses, attributable to each class of Shares, among the shareholders in proportion of the Shares of the relevant class held.

The liquidation or the partition of the Fund or of any Portfolio may not be requested by a shareholder, nor by his heirs or beneficiaries.

The Management Company may similarly decide to dissolve any Portfolio without terminating the Fund. In such event it shall refund to the holders of Shares of the Classes concerned the full net asset value of such Classes. Such action shall be publicized by the Management Company in the same manner as the dissolution of the Fund and the proceeds of the refund shall be deposited with the Custodian for a period of six months for collection by the former Shareholders who will be entitled thereto and thereafter at the Caisse des Consignations in Luxembourg.

Further, by decision of the Management Company, two or more Portfolios may be amalgamated and the corresponding Class of Shares converted into Shares of the corresponding Class linked to another Portfolio. The rights of the different Share Classes shall in such event be determined in the proportion of the respective net asset values. Such an amalgamation shall be made public at least one month prior thereto in order to allow investors to request redemption of their Shares if they do not wish to participate in the Portfolio so established.

### 19) Statute of limitation

The claims of the shareholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

### 20) Applicable law, jurisdiction and governing language

Disputes arising between the shareholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries in which the Shares of the Fund are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions and repurchases by shareholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language for these Management Regulations, provided, however, that the Management Company and the Custodian may, on behalf of themselves and the Fund, consider as binding the translation into languages of the countries in which the Shares of the Fund are offered and sold, with respect to Shares sold to investors in such countries.

Dated 12th April 2000.

Management Company  
Signatures

Custodian  
Signature

#### *First Addendum to the Management Regulations of Andorfons Internacional Strategic Funds describing the Global Growth Hedge Portfolio*

Following a decision of the Management Company made with the consent of the Custodian of ANDORFONS INTERNACIONAL STRATEGIC FUNDS, a fonds commun de placement under the laws of Luxembourg (the «Fund»), a portfolio is created within the Fund under the name ANDORFONS INTERNACIONAL STRATEGIC FUNDS - Global Growth Hedge Portfolio (the «Portfolio»), and in connection with the Portfolio the Fund shall issue Shares of class Global Growth Hedge Portfolio N (the «Class N Shares») and Shares of class Global Growth Hedge Portfolio N2 (the «Class N2 Shares»).

The Shares are issued subject to a minimum investment requirement and/or a minimum holding requirement determined by the Management Company in respect of such class and published in the sales documents of the Fund. The initial base price for the issue of the Shares shall be determined by the Management Company and shall subsequently be equal to their Net Asset Value. In addition there shall be due such sales charge or contingent deferred sales charge, as may be provided in the sales documents or agreed with the subscriber. The Management Company determines the initial offering period which shall be published in the sales documents.

In respect of Class N Shares, the Fund shall pay a monthly shareholder servicing fee at the annual rate of 0.70% of the average weekly Net Asset Value of Shares and in respect of Class N Shares and Class N2 Shares the Fund shall pay a monthly distribution fee at the annual rate of 1% of the average weekly Net Asset Value of Shares, such fees to be deducted from the net assets of the Portfolio attributable to the respective Classes of Shares concerned.

The Shares may be redeemed at the option of the shareholders on each Valuation Date.

The Management Company and any investment manager, investment advisor or sub-advisor are entitled to fixed management fees, accrued weekly and payable at the end of each month, at an aggregate annual rate not exceeding 2% of the average of the weekly Net Asset Value during the relevant month. In addition, the Fund shall pay to the Management Company and/or the investment adviser an incentive fee to be accrued weekly and payable at the end of each accounting year, such fee not to exceed 15% of the increase of the net assets of the Portfolio (as adjusted for subscriptions, redemptions, dividends and other distributions but including unrealized appreciations of investments), provided that in the event

of a decrease of the net assets (as adjusted for subscriptions, redemptions, dividends and other distributions) the amount of such decrease must be fully recovered before any further incentive fee may be accrued and charged.

Shares may be converted into Shares of other Portfolios within the limits stated in the sales documents of the Fund.

The Portfolio's investment objective is to achieve superior capital growth primarily through investment in a concentrated portfolio of global equity securities allocated among specific industry sectors that have been chosen for their superior growth potential.

The Portfolio may also seek to manage market exposure through the use of index derivatives. Current income will be incidental to the objective of capital growth. The Portfolio seeks to reduce risk through various hedging techniques.

Investments will be concentrated within each industry sector in the companies that are believed to have the best prospects for growth. The Portfolio may then use leverage to increase its exposure to companies considered to represent the best prospects, while taking short positions in companies in the same industries that are considered to have poor prospects.

The Portfolio may from time to time reallocate assets among industry sectors and from time to time add new sectors as new industries or growth trends emerge. The Portfolio may also, from time to time, short stocks from industries outside of the selected industry sectors, when particularly compelling opportunities present themselves through the general research process.

The Portfolio's country and market capitalization allocation will be a byproduct of the stock selection process. The Portfolio's investments will be spread across at least three countries and normally considerably more. As a consequence of its focus on global industry leaders, the Portfolio will tend to emphasize investments in larger market capitalization companies, although it may invest in smaller and medium capitalization stocks as it uncovers investment opportunity.

Under normal circumstances, the Portfolio either will leverage its assets, through borrowings or the use of options or other operational leverage, in an amount representing at least 20% of its net assets, or will establish short positions representing at least 20% of its net assets. Short positions shall not be held in excess of 150% of the value of the Portfolio's net assets. Under normal circumstances the Portfolio will not leverage its assets through borrowings in excess of 125% of its net assets or establish gross short positions in excess of 100% of its net assets.

The Net Asset Value of the Shares of the Portfolio will be determined by the Management Company on the first day of each week on which the banks are open for business in Luxembourg and New York.

The investments of the Portfolio will be made through ACM GLOBAL GROWTH TRENDS II INVESTMENTS, a fonds commun de placement established under the laws of Luxembourg by ALLIANCE CAPITAL (LUXEMBOURG) S.A.

The Management Company does not intend to make distributions to shareholders.

Dated 12th April 2000.

*Management Company*

*Custodian*

Signatures

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2000, vol. 535, fol. 80, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(21066/260/469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2000.

## **FT HumanCare LUX, Fonds Commun de Placement.**

### **VERWALTUNGSREGLEMENT**

*Allgemeiner Teil*

#### **§ 1**

#### **Grundlagen**

1. Der Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen (fonds commun de placement) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, das sich aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten zusammensetzt und von der BHF LNVESTMENT MANAGEMENT Aktiengesellschaft, eine Gesellschaft nach Luxemburger Recht (nachstehend «Verwaltungsgesellschaft» genannt), im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Einleger (nachstehend «Anteilhaber» genannt) verwaltet wird. Die Anteilhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikomischung gesondert von ihrem eigenen Vermögen an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte werden den Anteilhabern Anteilzertifikate oder Anteilbestätigungen gemäß § 14 dieses Verwaltungsreglements (beide nachstehend «Anteilscheine» genannt) ausgestellt.

3. Mit dem Anteilerwerb erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an. Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (nachstehend «Mémorial» genannt), veröffentlicht.

#### **§ 2**

#### **Depotbank**

1. Die Verwaltungsgesellschaft ernennt die Depotbank. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz und diesem Verwaltungsreglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber.

2. Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben.

3. Die Depotbank zahlt an die Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur das in diesem Verwaltungsreglement festgesetzte Entgelt und entnimmt, nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, für sich das ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Entgelt. Die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren gemäß § 18 bleibt unberührt.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank und die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird dann wirksam, wenn eine Bank, die die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zu diesem Zeitpunkt wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen gemäß Art. 17 des o.g. Gesetzes als Depotbank in vollem Umfang nachkommen.

### § 3

#### Fondsverwaltung

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt unabhängig von der Depotbank und ausschließlich im Interesse der Anteilinhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen sowie sich des Rats eines Anlageausschusses bedienen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, für den Fonds gemäß den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements mit den von den Anteilinhabern eingelegten Geldern Vermögenswerte zu erwerben, sie wieder zu veräußern und den Erlös anderweitig anzulegen. Sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds ergeben.

### § 4

#### Börsen und Geregelte Märkte

Das Fondsvermögen wird grundsätzlich in Wertpapieren angelegt, die

- an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt (ein «Geregelter Markt») eines OECD-Mitgliedstaats gehandelt werden, der anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionweise ordnungsgemäß ist;

- aus Neuemissionen stammen deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen Geregelteten Markt im Sinne des vorstehenden Absatzes zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

### § 5

#### Nicht notierte Wertpapiere und verbriefte Rechte

In nicht an einer Börse amtlich notierten oder an einem Geregelteten Markt gehandelten Wertpapieren und verbrieften Rechten, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt sind, dürfen zusammen höchstens 10 % des Nettofondsvermögens angelegt werden.

### § 6

#### Investmentanteile

1. Bis zu 5 % des Nettofondsvermögens dürfen in Anteilen anderer Investmentfonds angelegt werden, sofern es sich hierbei um Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren im Sinne der EU-Richtlinie (85/611/EWG) vom 20. Dezember 1985 handelt und sofern deren Anlagepolitik mit der des Fonds übereinstimmt oder ihr zumindest ähnlich ist.

2. Der Erwerb von Anteilen eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, ist nur im Falle eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft zulässig, die sich gemäß deren Vertragsbedingungen bzw. deren Statuten auf die Anlage in einem bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat; in diesem Fall darf die Verwaltungsgesellschaft auf diese Anteile keine Gebühren oder Kosten berechnen.

### § 7

#### Risikobegrenzung

1. Für den Fonds dürfen Wertpapiere eines Emittenten erworben werden, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert zusammen mit dem Wert der bereits im Fonds befindlichen Wertpapiere desselben Emittenten 10 % des Nettofondsvermögens nicht übersteigt. Der Gesamtwert der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapiere der Fonds jeweils mehr als 5 % seines Nettofondsvermögens angelegt hat, darf 40 % des Nettofondsvermögens nicht übersteigen.

2. Falls die erworbenen Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder von Mitgliedstaaten der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, ausgegeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung in Abs. 1 von 10 % auf 35 % des Nettofondsvermögens für diese Fälle gilt die in Abs. 1 festgelegte Beschränkung auf 40 % nicht.

3. Für Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber solcher Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die in Abs. 1 genannten Beschränkungen von 10 % auf 25 %, bzw. von 40 % auf 80 %, vorausgesetzt, die Kreditinstitute legen die Emissionserlöse gemäß den gesetzlichen

Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Schuldverschreibungen über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

4. Die Anlagegrenzen in Abs. 1 bis 3 gelten nicht kumulativ, so daß Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten 35 % des Nettofondsvermögens nicht übersteigen dürfen.

5. Für keinen der von ihr verwalteten Investmentfonds darf die Verwaltungsgesellschaft stimmberechtigte Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluß auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für den Fonds höchstens 10 % der von einem Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien, Schuldverschreibungen oder Investmentanteile erwerben. Diese Grenze entfällt für Schuldverschreibungen und Investmentanteile, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile nicht berechnen läßt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften sowie von einem OECD-Mitgliedstaat begeben werden oder garantiert sind oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben werden.

## § 8

### Einhaltung der Erwerbsgrenzen

Die in den §§ 5 bis 7 genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber unverzüglich eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

## § 9

### Techniken und Instrumente

1. Für den Fonds dürfen nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen Techniken und Instrumente genutzt werden, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht. Techniken und Instrumente dürfen auch zur Deckung von Währungs-, Zins- und Kursrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens genutzt werden.

2. Zu den Techniken und Instrumenten gehören unter anderem Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen sowie Kauf und Verkauf von Terminkontrakten über Wertpapiere, Börsenindices, Zinsfutures und Devisen an Börsen oder anderen Geregelten Märkten, die anerkannt und für das Publikum offen sind und deren Funktionsweise ordnungsgemäß ist.

Die Verwaltungsgesellschaft wird Optionen, die nicht an einer Börse oder an einem Geregelten Markt gehandelt werden (OTC-Optionen) nur kaufen oder verkaufen, wenn

- der Vertragspartner eine Finanzinstitution erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist und
- der Kauf oder Verkauf von OTC-Optionen anstelle von an einer Börse oder an einem Geregelten Markt gehandelten Optionen und/oder Terminkontrakten nach Einschätzung der Verwaltungsgesellschaft für die Anteilhaber von Vorteil ist. Der Einsatz von OTC-Optionen ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine genauere Abbildung der abzusichernden Vermögenswerte oder eine kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

3. Für Geschäfte mit einem anderen Ziel als der Absicherung bestehender Engagements dürfen diese Techniken und Instrumente angewendet werden, sofern es sich hierbei nicht um Devisengeschäfte handelt.

4. Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden. Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Fondsvermögens - sowohl positiv als auch negativ - stärker beeinflusst werden, als dies bei dem unmittelbaren Erwerb von Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten der Fall ist.

5. Finanzterminkontrakte ohne Absicherungszweck sind ebenfalls mit erheblichen Chancen, aber auch Risiken verbunden, da jeweils nur ein Bruchteil der jeweiligen Kontraktgröße (Einschuß) sofort geleistet werden muß. Kursausschläge in die eine oder andere Richtung können zu erheblichen Gewinnen oder Verlusten führen.

## § 10

### Wertpapierpensionsgeschäfte und Wertpapierleihe

1. Für den Fonds dürfen Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften gekauft oder verkauft werden, wenn der Vertragspartner eine erstklassige Finanzinstitution und auf solche Geschäfte spezialisiert ist. Die Wertpapiere können während der Laufzeit des Pensionsgeschäftes nicht veräußert werden. Der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das es dem Fonds ermöglicht, jederzeit seinen Rückkaufverpflichtungen aus solchen Geschäften nachzukommen.

2. Für den Fonds dürfen bis zu 50 % der im Fonds befindlichen Wertpapiere auf höchstens 30 Tage im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems ausgeliehen werden, wenn das Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch eine erstklassige Finanzinstitution, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist, organisiert ist. Eine über 50 % des Bestandes hinausgehende Wertpapierleihe ist zulässig, wenn der Fonds berechtigt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen. Der Fonds muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationale Organisationen begeben oder garantiert und zugunsten des Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

**§ 11****Flüssige Mittel**

1. Bis zu 49 % des Nettofondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln gehalten werden. Dazu gehören auch regelmäßig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von bis zu 12 Monaten.

2. In besonderen Ausnahmefällen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, vorübergehend auch über 49 % hinaus flüssige Mittel zu halten, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilhaber geboten erscheint.

**§ 12****Kreditaufnahme**

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10 % des Nettofondsvermögens aufnehmen, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt. Ausgenommen von dieser Beschränkung sind Fremdwährungskredite in Form von «Back-to-Back»-Darlehen.

**§ 13****Unzulässige Geschäfte**

Für den Fonds dürfen nicht

- a) Wertpapiere erworben werden, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen Beschränkungen unterliegt;
- b) im Zusammenhang mit dem Erwerb nicht voll einbezahlter Wertpapiere Verbindlichkeiten übernommen werden, die - zusammen mit Krediten gemäß § 12 - 10 % des Nettofondsvermögens überschreiten;
- c) Kredite gewährt oder für Dritte Bürgschaften übernommen werden;
- d) Wertpapier-Leerverkäufe getätigt werden;
- e) Vermögenswerte des Fonds verpfändet, belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, wenn dies nicht im Rahmen eines nach diesem Verwaltungsreglement zulässigen Geschäfts gefordert wird;
- f) Call- und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindices und Finanzterminkontrakte gekauft oder verkauft werden, wenn deren Prämien addiert 15 % des Nettofondsvermögens überschreiten;
- g) Call-Optionen verkauft werden, die nicht durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind, es sei denn der Fonds ist jederzeit in der Lage, die Deckung der daraus entstehenden offenen Positionen sicherzustellen, und die Summe der Ausübungspreise der ungedeckten Call-Optionen übersteigt nicht 25 % des Nettofondsvermögens;
- h) Call- und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindices und Finanzterminkontrakte abgeschlossen werden, deren Kontraktwerte - sofern sie nicht zur Deckung des Fondsvermögens dienen - das Nettofondsvermögen übersteigen;
- i) Immobilien und Waren oder Warenkontrakte gekauft oder verkauft werden;
- j) Edelmetalle und auf Edelmetalle lautende Zertifikate erworben werden.

**§ 14****Fondsanteile**

1. Fondsanteile werden grundsätzlich durch Anteilzertifikate verbrieft, sofern im Abschnitt «Besonderer Teil» keine andere Bestimmung getroffen wurde. Die Anteilzertifikate lauten auf den Inhaber und tragen handschriftliche oder vervielfältigte Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Auf Wunsch des Anteilwerbers und Weisung der Verwaltungsgesellschaft kann die Depotbank anstelle eines Anteilzertifikats eine Anteilbestätigung über erworbene Anteile ausstellen.

2. Die Anteilzertifikate sind übertragbar. Mit der Übertragung eines Anteilzertifikats gehen die darin verbrieften Rechte über. Der Verwaltungsgesellschaft und/oder der Depotbank gegenüber gilt in jedem Fall der Inhaber des Anteilzertifikats als der Berechtigte.

**§ 15****Ausgabe und Rücknahme von Fondsanteilen**

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte. Sie werden von der Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben. Die Anzahl der ausgegebenen Fondsanteile ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Fondsanteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen oder Zeichnungsanträge zurückzuweisen und auch Fondsanteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückzukaufen wenn dies im Interesse der Anteilhaber im öffentlichen Interesse, zum Schutz des Fonds oder der Anteilhaber erforderlich erscheint. Etwa geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich zinslos erstattet.

2. Die Fondsanteile können gegen unverzügliche Zahlung bei der Verwaltungsgesellschaft der Depotbank und den Zahlstellen oder durch Vermittlung von der Verwaltungsgesellschaft autorisierter Vertriebsstellen erworben werden.

3. Die Anteilhaber können jederzeit die Rücknahme der Fondsanteile durch Vorlage der Anteilzertifikate oder im Falle der Erteilung von Anteilbestätigungen durch Rücknahmeaufträge bei der Verwaltungsgesellschaft der Depotbank oder den Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Fondsanteile zum jeweils geltenden Rücknahmepreis für Rechnung des Fonds zurückzunehmen, Sofern in dem Abschnitt «Besonderer Teil» nichts Abweichendes geregelt ist, ist Bewertungstag jeder Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt am Main und Luxemburg. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem Bewertungstag in der für den Fonds festgelegten Währung (nachstehend «Fondswährung» genannt).

4. Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Fondsanteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilhaber, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z. B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände, der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

6. Kauf- und Verkaufsaufträge, die bis 14.00 Uhr eines Bewertungstages eingegangen sind, werden mit dem für diesen Bewertungstag festgestellten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet. Schalteraufträge werden auch nach diesem Zeitpunkt noch mit diesem Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet, sofern keine besonderen Umstände auftreten, die auf eine erhebliche Änderung des Anteilwerts schließen lassen.

## **§16**

### **Ausgabe- und Rücknahmepreis**

1. Der Ausgabe- und Rücknahmepreis für die Fondsanteile wird von der Verwaltungsgesellschaft unter Aufsicht der Depotbank oder von einem von der Verwaltungsgesellschaft Beauftragten in Luxemburg ermittelt. Dabei wird der Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (nachstehend «Inventarwert» genannt) durch die Zahl der umlaufenden Fondsanteile (nachstehend «Anteilwert» genannt) geteilt.

Dabei werden:

- Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.
- Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, jedoch an einem Regelmäßigen Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;
- Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- Festgelder zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind, zwischen der Verwaltungsgesellschaft und dem Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, geschlossen wurde, und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht;
- nicht auf die Fondswährung lautende Vermögenswerte zu dem letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet.

2. Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Anteilwert zur Abgeltung der Ausgabekosten der Verwaltungsgesellschaft ein Ausgabeaufschlag hinzugerechnet werden, dessen Höhe sich aus dem Abschnitt «Besonderer Teil» ergibt. Sofern in einem Land, in dem die Fondsanteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

3. Rücknahmepreis ist der nach Abs. 1 ermittelte Anteilwert sofern im Abschnitt «Besonderer Teil» nichts Abweichendes geregelt ist.

4. Der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis je Anteil werden in einer Luxemburger Tageszeitung sowie in mindestens einer überregionalen Zeitung der Länder, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, regelmäßig veröffentlicht.

## **§ 17**

### **Vorübergehende Einstellung der Preisberechnung**

1. Die Errechnung des Inventarwerts sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen können von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig eingestellt werden, wenn und solange

- eine Börse oder ein anderer Regelmäßiger Markt, an dem ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Fonds gehandelt wird, außer an gewöhnlichen Wochenenden und Feiertagen geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist;
- aufgrund des beschränkten Anlagehorizonts eines Fonds am Markt der Erwerb oder die Veräußerung von Vermögenswerten eingeschränkt sind;
- die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
- es aufgrund eines politischen, wirtschaftlichen, monetären und anderweitigen Notfalles unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwerts ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich den Anteilinhabern mitgeteilt, die ihre Fondsanteile zur Rücknahme angeboten haben.

## **§ 18**

### **Kosten**

1. Der Verwaltungsgesellschaft steht für die Verwaltung des Fonds und der Depotbank für die ihr nach Gesetz und Verwaltungsreglement zugewiesene Tätigkeit eine Vergütung zu. Darüber hinaus erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr für jede Transaktion, die sie im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft durchführt. Diese Entgelte sind in dem Abschnitt «Besonderer Teil» geregelt (§27).

2. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen die folgenden Aufwendungen zu Lasten des Fondsvermögens:

- a) im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten entstehende Kosten;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Verkaufsprospekte, Verwaltungsreglements sowie der Rechenschafts-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Verkaufsprospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreise und der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;
- d) Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds;
- e) Kosten und evtl. entstehende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- f) Kosten für die Erstellung der Anteilzertifikate sowie ggf. Erträgnisscheine sowie Erträgnisschein-Bogenerneuerung;

- g) ggf. entstehende Kosten für die Einlösung von Erträgnisscheinen;
- h) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteilscheine zum öffentlichen Vertrieb.

### **§ 19**

#### **Rechnungslegung**

1. Der Fonds und dessen Bücher werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, geprüft.
2. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.
3. Binnen zwei Monaten nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.
4. Die Berichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

### **§ 20**

#### **Dauer, Auflösung und Fusion**

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluß der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.
2. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens 1 Monat kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen in den Ländern veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Falle geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die Depotbank über, die ihn gemäß Abs. 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilinhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung entsprechend § 18 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Maßgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.
3. Wird der Fonds aufgelöst, ist dieses im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck, neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen werden am Tage der Beschlußfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Vermögenswerte werden veräußert und die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilinhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluß des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilinhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in die Währung des Großherzogtums Luxemburg konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.
4. Der Fonds kann durch Beschluß des Verwaltungsrats mit einen anderen Fonds luxemburgischen Rechts, der aufgrund seiner Anlagepolitik unter den Anwendungsbereich von Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt, verschmolzen werden (Fusion). Dieser Beschluß wird entsprechend den Bestimmungen des vorstehenden Abs. 3 mit einer Frist von einem Monat vor dem Inkrafttreten veröffentlicht. Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des Fonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds. Abweichend zu der Fondsauflösung gemäß Abs. 3 erhalten die Anleger des Fonds Anteile des aufnehmenden Fonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und ggf. einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Fusion wird vom Wirtschaftsprüfer des Fonds kontrolliert. Unter Berücksichtigung von § 17 dieses Verwaltungsreglements haben die Anleger während der vorgenannten Frist die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben.

### **§ 21**

#### **Änderungen des Verwaltungsreglements**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.
2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, 5 Tage nach ihrer Veröffentlichung in Kraft.

### **§ 22**

#### **Verjährung von Ansprüchen**

Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden. Dies gilt nicht im Falle einer Auflösung des Fonds nach § 20.

### **§ 23**

#### **Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache**

1. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.
2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Fondsanteile vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Zeichnung und Rückgabe von Fondsanteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.

3. Der deutsche Wortlaut dieses Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Fondsanteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

## VERWALTUNGSREGLEMENT

### Besonderer Teil

Für den Fonds FT HumanCare LUX gelten ergänzend und abweichend die nachstehenden Bestimmungen:

#### § 24

##### Depotbank

Depotbank ist die BHF-BANK INTERNATIONAL, Société Anonyme, Luxemburg.

#### § 25

##### Anlagepolitik

Ziel der Anlagepolitik ist die Erwirtschaftung eines möglichst hohen Wertzuwachses. Hierzu investiert der Fonds nach dem Grundsatz der Risikomischung vorwiegend in Aktien von Unternehmen, die in Forschung, Entwicklung, Herstellung oder Vertrieb im Bereich Biotechnologie tätig sind, sowie in Aktien von Unternehmen aus verwandten Branchen und entsprechenden Zulieferfirmen. Darüberhinaus kann das Fondsvermögen auch in allen anderen nach dem Verwaltungsreglement zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.

#### § 26 Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis, Anteile

1. Fondswährung ist der Euro.
2. Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Ausgabekosten (§ 16 Abs. 2) beträgt bis zu 5 % des Anteilwerts.
3. Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, daß in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilpreise erfolgt.
4. Die Fondsanteile werden abweichend von § 14 des Allgemeinen Teils als Globalzertifikate verbrieft; ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

#### § 27

##### Kosten

1. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt bis zu 2 % p.a., errechnet auf den täglich ermittelten Inventarwert.
2. Die Depotbank erhält für ihre Tätigkeit nach Gesetz und Allgemeinem Teil eine Vergütung in Höhe von bis zu 0,25% p.a., errechnet auf den täglich ermittelten Inventarwert, sowie eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von 0,125% des Betrages jeder Wertpapiertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.
3. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt jeweils zum Monatsende.

#### § 28

##### Verwendung der Erträge

Die Verwaltungsgesellschaft legt unter Berücksichtigung der in Luxemburg gültigen Bestimmungen fest, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung für den Fonds erfolgt. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kapitalgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Werterhöhungen sowie Kapitalgewinne aus den Vorjahren zur Ausschüttung gelangen. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt.

Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von 5 Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen gemäß § 22 des Allgemeinen Teils zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf der Verjährungsfrist geltend gemacht werden, zu Lasten des Fondsvermögens an die Anteilinhaber auszuzahlen.

#### § 29

##### Geschäftsjahr

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 2000. Die folgenden Geschäftsjahre des Fonds beginnen am 1. Januar und enden am 31. Dezember.

#### § 30

##### Inkrafttreten

Dieses Verwaltungsreglement tritt am 2. Mai 2000 in Kraft.

Luxemburg, den 11. April 2000.

*Verwaltungsgesellschaft*  
BHF INVESTMENT MANAGEMENT  
Aktiengesellschaft  
H. S. Wintzer                      M. Strowa  
*Administrateur-                      Fondé de pouvoir*  
*Délégué*

*Depotbank*  
BHF-BANK INTERNATIONAL  
Société Anonyme  
Dr. H. Rothacker      H. Neurohr  
*Administrateur-                      Sous-*  
*Délégué                                      Directeur*

Enregistré à Luxembourg, le 12 avril 2000, vol. 535, fol. 71, case 5. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*



**ASIA OCEANIA FUND.****AMENDMENT TO THE MANAGEMENT REGULATIONS**

Upon decision of ASIA OCEANIA MANAGEMENT S.A., acting as Management Company to ASIA OCEANIA FUND (the «Fund»), the Management Regulations of the Fund have been amended as follows:

– In Article 4) «Investment Policy», first paragraph, the first sentence shall be amended, so as to read as follows:

«The objective of the Fund is to achieve long-term growth of its assets through diversified investments in transferable securities (hereafter referred to as securities) such as stock, bonds and equity related securities of Singapore, Malaysia, Australia, Thailand, New Zealand, Japan, Hong Kong, Philippine, Indonesia, Korea, Taiwan and China; provided Korean and Taiwan securities investment will be considered subject to the liberalisation of such countries' regulations concerning portfolio investment by non-residents.»

The above amendment will become effective as from 1st June, 2000.

Luxembourg, 21st April, 2000.

ASIA OCEANIA MANAGEMENT S.A.

R. Fischer

*Administrateur*

KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 4 mai 2000, vol. 536, fol. 34, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(23903/260/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2000.

**MILLENNIUM FUND.***Amendment of the Specific Part of the Management Regulations of the Investment Fund***I. Specific Part of the Management Regulations relating to MILLENNIUM FUND - MARS****1. The Portfolio**

Units in MILLENNIUM FUND - MARS Portfolio («Mars») will be offered at the conditions set out in the General Part above and further at the conditions set out in this Specific Part.

**2. Investment Objectives and Policy**

Mars' primary investment objective is to maximise capital growth by investing primarily in a portfolio of European bonds and equities denominated in various currencies.

In order to reduce currency risks in respect of Mars, the Management Company may use currency options and engage in forward currency exchange transactions as further laid down in the General Part under the heading «Investment Techniques and Instruments», subject to the limitations mentioned therein.

In order to protect the assets in respect of Mars, for the purpose of protecting the value of the underlying securities of Mars in the various markets against adverse stock market movements, the Management Company may engage in financial futures and options transactions, subject to such limitations as mentioned in the General Part under the heading «Investment Techniques and Instruments».

Mars may hold liquid assets (being time deposits, and regularly traded money market instruments with a residual maturity of less than twelve months) either on an ancillary basis or, in exceptional circumstances, if in the opinion of the Management Company, upon advice received from the Investment Manager, market conditions so require on a non-ancillary basis and for such time as shall then be in the best interest of the Unitholders.

**3. Subscription price**

During the initial subscription period, subscriptions in Mars were made at a price of DEM 100,000.- per Unit without sales charge.

Since then, units in Mars are issued on each Valuation Day at the applicable Net Asset Value per Unit.

**4. Redemption of units**

Unitholders may, in respect of Mars, redeem their Units at a price representing their Net Asset Value calculated on the Valuation Day next following receipt and acceptance of a written request by the Company, provided that the relevant request is received (with all necessary supporting documentation) not later than 2.00 p.m. Luxembourg time, five (5) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day. Requests for redemption received after 2.00 p.m. will be treated as having been received on the next following bank business day in Luxembourg. Payment for Units redeemed will be made by the Custodian normally within seven (7) bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Day at the applicable Net Asset Value, less a redemption charge, if any, in favour of the Management Company, as further specified in the Specific Part and Fund prospectus.

**5. Conversion of units**

Unitholders of Mars are entitled to request in writing to the Management Company the conversion of the whole or part of their holding of Units into Units of another Portfolio, unless subscriptions by way of conversion into another Portfolio is prohibited and/or restricted as will then be specified in this Specific Part.

The basis of conversion will relate to the respective Net Asset Value per Unit of the Portfolios concerned calculated on the Valuation Day next following receipt and acceptance by the Management Company on behalf of the Fund of a conversion request, provided that the relevant request is received (with all necessary supporting documentation) not

later than 2.00 p.m. Luxembourg time, five (5) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day. Requests for conversion received after 2.00 p.m. will be treated as having been received on the next following bank business day in Luxembourg.

Such requests must be accompanied with the relevant unit certificates of Mars, if issued.

Conversions may be made by Unitholders of Mars free of charge.

#### 6. Net Asset Value Determination

The Net Asset Value, the issue price, the conversion price, and the redemption price of Units of Mars, expressed in Euros will be determined by the Management Company on the last day of each month which is a bank business day in Luxembourg (a «Valuation Day») or on the next following bank business day in Luxembourg if the last day of a month is not a bank business day in Luxembourg. The determination of the Net Asset Value, the issue price, where applicable the conversion price, and the redemption price of Units of Mars may be suspended as further described in the General Part hereof.

#### 7. Asset Management

For the management of the assets of Mars, the Management Company will receive investment information, asset management and other related services from Mercury Asset Management.

The Manager will be entitled to a fixed fee payable out of the Portfolio's assets expressed as a percentage of the average quarterly Net Asset Value of Mars as further described in the Fund's prospectus from time to time.

In respect of Mars, the Management Company will be entitled to receive from the Fund for its own services a fee expressed as a percentage of the average quarterly Net Asset Value of Mars as further described in the Fund's prospectus from time to time.

#### 8. Dividends

The Management Company may, in respect of Mars at the Management Company's discretion, declare dividends out of net investment income, realised and unrealised profit and capital of Mars available for distribution, subject always to the Fund complying with the minimum total net assets of the Fund of 50 million Luxembourg francs, or the equivalent in the applicable currency. Dividends payable may at the request of a Unitholder be reinvested in additional Units of Mars.

#### 9. Duration and Liquidation

Mars has been established for an unlimited period of time. The Management Company may, by mutual agreement with the Custodian and without prejudice to the interests of the Unitholder(s) of Mars decide, notably in case the net assets of Mars at any time fall below the amount laid down in the General Part, to dissolve this Portfolio.

## II. Specific Part of the Management Regulations relating to MILLENNIUM FUND - ARCADIA

### 1. The Portfolio

Units in MILLENNIUM FUND-ARCADIA Portfolio («Arcadia») will be offered at the conditions set out in the General Part above and further at the conditions set out in this Specific Part.

### 2. Investment Objectives and Policy

ARCADIA's primary investment objective is to achieve a return in excess of the Salomon Smith Barney Government Bonds (World ex-Japan) Index (the «Index») in a stable manner and within controlled level of risk, and to maximize long-term growth by selectively investing in government bonds and the bonds of nearly governmental risk, internationally diversified and denominated in various currencies. The Portfolio will be managed so as to preserve, as far as possible, but without guarantee, the capital value of the amounts invested.

The 17 countries included in the Index are presently the United States of America, Canada, the United Kingdom, Germany, France, the Netherlands, Belgium, Switzerland, Austria, Denmark, Sweden, Finland, Italy, Spain, Australia, Ireland and Portugal. The Portfolio will invest in such other countries as may be added to the Index from time to time.

The duration of ARCADIA should be approximate to that of the Index, and the difference between them should be less than 1.5 year. This restriction on duration applies to the total portfolio of ARCADIA, and it does not imply that each currency portion of the portfolio should observe this restriction.

With respect to ARCADIA, the Management Company may engage in put and call options on securities and in financial futures and options on financial instruments, in accordance with the restrictions described under «Investment Techniques and Instruments».

With respect to ARCADIA, for the time being, the Management Company intends to make use of authorised currency hedging techniques aiming at reducing the risk of currency fluctuations and as permitted pursuant to the provisions under «Investment Techniques and Instruments» in the General Part.

In order to reduce risks, ARCADIA may enter into currency swaps by private agreement with highly-rated financial institutions specialised in this type of operations.

The hedging operations for ARCADIA against the risk of currency fluctuations should be limited to the operations between the currencies other than Japanese Yen.

The total net exposure in each currency should not be negative.

ARCADIA may hold ancillary liquid assets in currency or time deposit accounts or regularly traded short-term money market instruments having a remaining maturity of less than twelve months.

Liquid assets and investments of ARCADIA may be held in the currencies of the countries in which the investments are made as well as in any other negotiable currency.

### 3. Issue of Units

After an initial subscription period, the issue price per Unit of ARCADIA shall be the Net Asset Value per Unit of ARCADIA as determined in Euros on a Valuation Day, provided an application is received prior to 2.00 p.m. Luxembourg time, five bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day.

Applications received after 2.00 p.m. will be treated as having been received on the next following bank business day in Luxembourg. Payment will, in respect of Units of ARCADIA, be made in Euros.

#### 4. Redemption of Units

Units of ARCADIA may, subject to the provisions in the General Part, be redeemed on each Valuation Day free of charge. Payments of redemption proceeds will normally be made within 7 bank business days in Luxembourg from the relevant Valuation Day.

#### 5. Conversion of Units

Units of ARCADIA may be freely converted without charge into Units of another Portfolio of the Fund into which conversions are allowed.

#### 6. Net Asset Value Determination

The Net Asset Value per Unit, the subscription, the redemption and the conversion prices for Units of ARCADIA are determined in Euros on the last bank business day in Luxembourg of each month (a «Valuation Day» in respect of ARCADIA).

#### 7. Asset Management

For the management of the assets of ARCADIA, the Management Company will receive investment information, asset management and other related services from DLIBJ ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL Ltd.

The Investment Manager will in such respect render investment management services on matters in relation to all markets in which the Portfolio invests.

The Manager will be entitled to a fee payable out of the Portfolio's assets expressed as a percentage of the average quarterly net asset value of ARCADIA.

#### 8. Dividends

The Management Company will, in respect of ARCADIA at the Management Company's discretion, declare dividends out of net investment income, realised and unrealised profit and capital of ARCADIA available for distribution, subject always to the Fund complying with the minimum total net assets of the Fund of 50 million Luxembourg Francs, or the equivalent in the applicable currency.

Dividends payable may at the request of a unitholder be reinvested in additional Units of ARCADIA.

#### 9. Duration and Liquidation

ARCADIA has been established for an unlimited period of time. The Management Company may, by mutual agreement with the Custodian and without prejudice to the interests of the Unitholder(s) of ARCADIA decide, notably in case the net assets of ARCADIA at any time fall below the amount laid down in the General Part, to dissolve this Portfolio.

This Specific Part forms an integral part of these Management Regulations and shall, together with the General Part, apply to all those investors subscribing Units of the respective Portfolios.

English shall be the governing language for these Management Regulations.

This Amendment to the Specific Part of the Management Regulations was signed in Luxembourg on May 22, 2000 and has become effective on May 31, 2000.

IBJ FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.	THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN (LUXEMBOURG) S.A.
Signature	Signature
J.-C. Simon <i>Director</i>	

Enregistré à Luxembourg, le 22 mai 2000, vol. 537, fol. 1, case 12. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(27311/999/156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2000.

### **BANQUE IPPA ET ASSOCIES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 9.176.

### **BANK ANHYP LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 30.275

### — PROJET DE FUSION

Etabli en application de l'article 261 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales

#### A. Forme, dénomination et siège social des sociétés à fusionner:

Société absorbante: **BANK ANHYP LUXEMBOURG S.A.**, société anonyme, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté, R. C. Luxembourg B 30.275

Société absorbée: **BANQUE IPPA ET ASSOCIES S.A.**, société anonyme, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté, R. C. Luxembourg B 9.176

La société absorbante détient 100%, soit 154.000 actions de la société absorbée, et souhaite procéder à une fusion conformément à l'article 278 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

#### B. Opérations de la société absorbée

Les opérations de la société absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**C. Droits spéciaux**

Il n'existe pas d'actionnaire ayant des droits spéciaux.

**D. Avantage particulier**

Il n'a été attribué aucun avantage aux experts au sens de l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux réviseurs des sociétés qui fusionnent hormis la rémunération pour frais des experts indépendants dont les rapports sont requis selon l'article 266 (1) de ladite loi.

Le projet de fusion a été approuvé par le conseil d'administration de la société absorbante en date du 27 avril 2000 et par le conseil d'administration de la société absorbée en date du 27 avril 2000.

BANQUE IPPA ET ASSOCIES S.A.

BANK ANHYP LUXEMBOURG S.A.

Signature

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2000, vol. 536, fol. 78, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26155/999/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2000.

**KölnFondsStruktur:.***Änderung des Verwaltungsreglements*

Die INTERSPAR VERWALTUNGSGESELLSCHAFT S.A., Senningerberg, als Verwaltungsgesellschaft des KölnFonds-Struktur:, eines «fonds commun de placement à compartiments multiples» nach luxemburgischem Recht, hat am 5. April 2000 im Hinblick auf die Errichtung eines weiteren Teilfonds und die Vorschriften von Ländern, in denen Anteile der Teilfonds vertrieben werden, das Verwaltungsreglement des Fonds in Artikel 4 Ziffer 5 und Ziffer 6 mit Zustimmung der Depotbank des Fonds, der DEUTSCHEN GIROZENTRALE INTERNATIONALE S.A., zum 1. August 2000 geändert.

Diese Änderung tritt nunmehr erst zum 1. September 2000 in Kraft.

Senningerberg, 8. Mai 2000

Luxemburg, den 8. Mai 2000

INTERSPAR VERWALTUNGSGESELLSCHAFT S.A.

DEUTSCHE GIROZENTRALE INTERNATIONALE S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

Die Depotbank

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 10 mai 2000, vol. 536, fol. 57, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(25459/775/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2000.

**COVAD EUROPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

**STATUTES**

In the year two thousand, the twenty-eighth day of January.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange.

There appeared:

Mr Marc Feider, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

Such appearing party has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association (the «Articles») of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

**Chapter I. - Name - Duration - Object - Registered Office****Art. 1. Name and Duration.**

There exists a company under Luxembourg law by the name of COVAD EUROPE, S.à r.l. (hereafter the «Company»). The Company is formed for an unlimited duration.

**Art. 2. Corporate object.**

The object of the Company is to hold participations in telecommunications companies and to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any company or enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may in addition establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, and grant to or for the benefit of companies in which the Company has a participation and/or affiliates, any assistance, loan, advance or guarantee.

In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

The Company may borrow in any form and proceed to the private issue of bonds and debentures.

**Art. 3. Registered office.**

The Company has its registered office in Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholder, or in case of plurality of shareholders, of its shareholders.

The Company may have offices and branches (whether or not permanent establishments), both in Luxembourg and abroad.

## **Chapter II. - Corporate Capital**

### **Art. 4. Capital.**

The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by five hundred (500) ordinary shares having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) per share.

### **Art. 5. Profit sharing.**

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

### **Art. 6. Transfer of shares.**

In case of a sole shareholder, the Company's shares are freely transferable to non-shareholders.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three quarters of the rights belonging to the survivors.

### **Art. 7. Redemption of shares.**

The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the law on commercial companies dated 10th August, 1915, as amended (the «Law»), to acquire shares in its own capital.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders. The quorum and majority requirements applicable to amendment of the Articles shall apply.

## **Chapter III. - Management**

### **Art. 8. Management - Board of managers.**

The Company is administered by one or more managers also called general manager(s). In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) revoke and replace the manager(s).

The general meeting of shareholders shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers.

In dealing with third parties, the manager(s) shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the Company's objects and further provided the terms of this Article 8 shall be complied with.

All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the scope of the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers. In case of singularity of manager, the Company shall be bound by the sole signature of the manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers. The shareholders may appoint from among the members of the board of managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his/their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

### **Art. 9. Liability of managers.**

The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles of Association of the Company as well as the applicable provisions of the Law.

## **Chapter IV. - Secretary**

### **Art. 10. Appointment of a secretary.**

A secretary may be appointed by a resolution of a meeting of the shareholder(s) of the Company (the «Secretary»).

The Secretary, who may or may not be a manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the board of managers and, to the extent practical, of the meetings of the shareholder(s), and to keep the records and the minutes of the board of managers and of the meetings of the shareholder(s) and their transactions in a book to be kept for that purpose, and he shall perform like duties for all committees of the board of managers (if any) when required. He shall have the possibility to delegate his powers to one or several persons provided he shall remain responsible for the tasks so delegated.

The Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, vis-à-vis any third parties and to be used as official documents.

## **Chapter V. - General Meetings of Shareholders**

### **Art. 11. Annual and Extraordinary general meetings of shareholders.**

The annual general meeting of shareholders shall be held annually at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting within six months after the close of the financial year.

**Art. 12. Shareholders' voting rights.**

Each shareholder may participate in general shareholders' meetings irrespective of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Each shareholder may appoint by proxy a representative who need not be a shareholder to represent him at shareholders' meetings.

**Art. 13. Quorum - Majority.**

Resolutions at shareholders' meetings are only validly taken insofar as they are adopted by a majority of shareholders owning more than half of the Company's share capital.

However, resolutions to amend the Articles, to dissolve or liquidate and to merge the Company may only be carried out by a majority in number of shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

**Chapter VI. - Financial Year - Financial Statement - Profit Sharing****Art. 14. Financial year.**

The Company's accounting year begins on January 1st and ends on December 31st of the same year.

**Art. 15. Financial statements.**

Each year the books are closed and the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers prepares a balance sheet and profit and loss accounts.

**Art. 16. Inspection of documents.**

Each shareholder may inspect the above balance sheet and profit and loss accounts at the Company's registered office.

**Art. 17. Appropriation of profits - Reserves.**

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The general meeting of shareholders shall, subject to applicable law, have power to make payable one or more interim dividends.

**Chapter VII. - Dissolution - Liquidation****Art. 18. Dissolution.**

The insolvency or bankruptcy or any other similar procedure of the shareholder(s) will not cause the dissolution of the Company. The shareholders must agree, in accordance with paragraph 2 of Article 13 of these Articles, to the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

**Art. 19. Liquidation.**

At the time of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, whether shareholder(s) or not, appointed by the shareholder(s) who will determine their powers and remuneration.

**Chapter VIII. - Audit****Art. 20. Statutory Auditor - External Auditor.**

In accordance with article 200 of the Law, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by articles 256 and 215 of the Law does not apply.

**Chapter IX. - Governing Law****Art. 21. Reference to Legal Provisions.**

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

*Subscription and payment*

Mr Marc Feider, prenamed, has declared to subscribe for the five hundred (500) shares and to have them fully paid up by payments in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

*Transitory provision*

By way of derogation of article 14 of the present Articles of Association, the Company's current accounting year is to run from January 28th, 2000 to 31st December, 2000.

*Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately fifty thousand Luxembourg Francs (LUF 50,000.-).

*Extraordinary General Meeting*

Immediately after the incorporation, the shareholders, representing the entire subscribed capital of the Company, have herewith adopted the following resolutions:

1. To set the number of managers at one;
2. To appoint as manager of the Company, for an unlimited period:  
Mr Edmond Nicolay, general manager, residing in Luxembourg;

3. To set the registered office at 58, rue Charles Martel in L-2134 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing party, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille, le vingt-huit janvier.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

Monsieur Marc Feider, avocat, demeurant à Luxembourg.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme suit:

#### **Titre I<sup>er</sup>. - Nom - Durée - Objet - Siège**

##### **Art. 1. Nom et Durée.**

Il existe une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination COVAD EUROPE, S.à r.l. (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois luxembourgeoises, et notamment par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

La Société est constituée pour une durée illimitée.

##### **Art. 2. Objet.**

La Société a pour objet la détention de participations dans des sociétés de télécommunication. Elle pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra de plus créer, administrer, développer et céder un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et accorder aux sociétés, ou à leur profit, dans lesquelles la Société détient une participation et/ou à leurs filiales toute assistance, tout prêt, avance ou garantie.

Plus généralement, la Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant, sans limitations, des transactions commerciales, financières, mobilières ou immobilières qu'elle jugera nécessaires ou utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission privée d'obligations de toute nature.

##### **Art. 3. Siège social.**

Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par résolution prise en assemblée générale extraordinaire par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par les associés.

La Société peut ouvrir des bureaux et des succursales (sous forme d'établissements permanents ou non) dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

#### **Titre II. - Capital Social**

##### **Art. 4. Capital.**

Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (EUR 25,-) chacune.

##### **Art. 5. Partage des bénéfices.**

Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif ainsi que des bénéfices de la Société.

##### **Art. 6. Cession des parts sociales.**

En cas d'associé unique, les parts sociales détenues par l'associé unique sont librement cessibles aux tiers.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne sont cessibles inter vivos à des tiers non-associés que dans le respect de l'approbation préalable des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises mortis causa à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

##### **Art. 7. Rachat des parts sociales.**

La Société pourra, dans le respect des dispositions de la Loi, racheter les parts sociales de son propre capital social.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales de son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale des associés statuant dans le respect des conditions de quorum et de majorité applicables aux modifications des Statuts.

#### **Titre III. - Gérance - Représentation**

##### **Art. 8. Gérance.**

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils constituent un conseil de gérance. Le ou les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés par l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le ou les gérants.

Les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par les associés qui préciseront la durée de leurs mandats ainsi que leur rémunération.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 7.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil de gérance. En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du Conseil de gérance.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### **Art. 9. Responsabilité des gérants.**

Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, en raison de sa/leur position, aucune responsabilité personnelle pour un engagement valablement pris par lui/eux au nom de la Société, aussi longtemps que cet engagement est conforme aux statuts de la Société et aux dispositions applicables de la Loi.

### **Chapitre IV. - Secrétaire**

#### **Art. 10. Nomination d'un secrétaire.**

Un secrétaire peut être nommé suivant une résolution de l'associé unique (ou de l'assemblée des associés en cas de pluralité d'associés) de la Société (le «Secrétaire»).

Le Secrétaire, qui ne doit pas nécessairement être un gérant, aura la responsabilité d'agir en tant que clerc des réunions du Conseil de gérance et, dans la mesure du possible, de l'associé unique (respectivement de l'assemblée des associés) et de garder les procès-verbaux et les minutes du Conseil de gérance et de l'associé unique (ou de l'assemblée des associés) et de toutes leurs transactions dans un registre tenu à cette fin. Il effectuera, si nécessaire, des fonctions similaires pour tous les comités du Conseil de gérance (s'il y en a). Il aura la possibilité de déléguer ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes à condition qu'il conserve la responsabilité des tâches qu'il aura déléguées.

Le Secrétaire aura le pouvoir et l'autorité d'émettre des certificats et des extraits pour le compte de la Société qui pourront être produits en justice, ou, de manière générale, à l'égard de tous tiers et qui seront utilisés comme documents officiels.

### **Chapitre V. - Assemblée Générale des Associés**

#### **Art. 11. Assemblées générales annuelles et extraordinaires des associés.**

L'assemblée générale des associés se réunit annuellement au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg à préciser dans la convocation pour l'assemblée.

#### **Art. 12. Droit de vote des associés.**

Chaque associé peut prendre part aux assemblées générales indépendamment du nombre de parts qu'il détient.

Le droit de vote de chaque associé est proportionnel au nombre de parts qu'il détient.

Chaque associé peut désigner par procuration un représentant qui n'a pas besoin d'être actionnaire pour le représenter aux assemblées des associés.

#### **Art. 13. Quorum - Majorité.**

Les résolutions aux assemblées des associés ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par une majorité d'associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts et celles pour dissoudre, liquider ou fusionner la Société ne pourront être prises que par une majorité en nombre d'associés possédant au moins trois quarts du capital social.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

### **Chapitre VI. - Année Sociale - Bilan - Répartition**

#### **Art. 14. Année sociale.**

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

#### **Art. 15. Comptes sociaux.**

Chaque année, les livres sont clos et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance prépare le bilan et le compte de pertes et profits.

#### **Art. 16. Inspection des documents.**

Chaque associé peut prendre connaissance du bilan et du compte de pertes et profits au siège social de la Société.

#### **Art. 17. Distribution des bénéfices - Réserves.**

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à l'établissement de la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde peut être distribué à l'(aux) associé(s) en proportion des parts qu'il(s) détien(nen)t dans la Société. L'assemblée générale des associés a, sous réserve de la loi applicable, le pouvoir de rendre payable un ou plusieurs dividendes intérimaires.



## Chapitre VII. - Dissolution - Liquidation

### Art. 18. Dissolution.

L'insolvabilité ou la faillite ou n'importe quelle autre procédure similaire d'un ou des associé(s) n'entraînera pas la dissolution de la Société. Les associés doivent donner leur accord conformément aux dispositions de l'article 13 paragraphe 2 des présents statuts à la dissolution et à la liquidation de la Société et fixer les modalités y relatives.

### Art. 19. Liquidation.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par le(s) associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

## Chapitre VIII. - Vérification des Comptes

### Art. 20. Commissaires aux comptes - Réviseur d'entreprises.

Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société a seulement besoin d'une vérification des comptes par un commissaire si elle a plus de 25 associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue par les articles 256 et 215 de la Loi n'est pas applicable.

## Chapitre IX. - Loi Applicable

### Art. 21. Référence aux dispositions légales.

Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associé(s) s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi.

#### *Souscription et Libération*

Monsieur Marc Feider, prénommé, a déclaré souscrire les cinq cents (500) parts sociales et les avoir libérées entièrement par paiement en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

#### *Disposition transitoire*

Par dérogation à l'article 14 des présents statuts, le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2000.

#### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement 50.000,- LUF.

#### *Assemblée Générale Extraordinaire*

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, représentant la totalité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

1. Fixation du nombre de gérants à un;
2. Nomination, en tant que gérant, et pour une durée illimitée de:

Monsieur Edmond Nicolay, directeur financier, demeurant à Luxembourg.

L'adresse du siège social de la Société est établie au 58, rue Charles Martel à L-2134 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française, et, à la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2000, vol. 122S, fol. 28, case 7. – Reçu 5.042 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 février 2000.

G. Lecuit.

(12726/220/358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2000.

## **FINAUTO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue J. Monnet.

### STATUTS

L'an deux mille, le seize février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

BC EUROPEAN CAPITAL VI-1, ayant son siège social à Barfield House, St. Julian's Avenue, St. Peter Fort, Guernsey; ici représentée par Monsieur Olivier Ferres, consultant, demeurant au 10, rue des Prés, L-8392 Nospelt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-

après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

**Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra acquérir tous titres et droits par voie de participation, de souscription, de négociation ou de toute autre manière, participer à l'établissement, à la mise en valeur et au contrôle de toutes sociétés ou entreprises, et leur fournir toute assistance.

La Société pourra exercer une activité industrielle et tenir un établissement commercial ouvert au public. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société a comme dénomination FINAUTO, S.à r. l.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à quarante-cinq mille Euros (EUR 45.000,-), représenté par mille huit cents (1.800) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

**Art. 7.** Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 10.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

**Art. 11.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) (n'est) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) (est) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a (ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 14.** L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 15.** L'année sociale commence le premier mai et se termine le trente avril de chaque année.

**Art. 16.** Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 17.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

**Art. 18.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

**Art. 19.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 30 avril 2000.

*Souscription - Libération*

Toutes les mille huit cents (1.800) parts sociales ont été souscrites par BC EUROPEAN CAPITAL VI-1, prédésignée.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de quarante cinq mille Euro (EUR 45.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

*Estimation - Frais*

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital est évalué à un million huit cent quinze mille deux cent quatre-vingt-quinze francs luxembourgeois (LUF 1.815.295,-).

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ soixante-dix mille francs luxembourgeois.

*Décision des associés*

1) La Société est administrée par son gérant unique Monsieur Patrice Hoppenot, associé-gérant, demeurant au 4, rue Paul Déroulède, F-78171 La Celle St. Cloud.

La durée de son mandat est illimitée.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle de son gérant.

2) L'adresse de la Société est fixée au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: O. Ferres, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2000, vol. 122S, fol. 61, case 3. – Reçu 18.153 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2000.

J. Elvinger.

(12734/211/120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2000.

**CORYDON S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1B, rue Thomas Edison.

R. C. Luxembourg B 60.891.

Le bilan au 28 février 1999, enregistré à Luxembourg, le 21 février 2000, vol. 533, fol. 92, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour réquisition

S. Roeleveld

(12796/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2000.

**TEMPLETON GLOBAL STRATEGY FUNDS,**

**Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 35.177.

Shareholders of TEMPLETON GLOBAL STRATEGY FUNDS (the «Company») are hereby informed that the Board of Directors of the Company has decided to implement some changes to the range of funds, which are available to them. Following the Extraordinary General Meeting held on April 11, 2000, the TEMPLETON GLOBAL STRATEGY FUNDS will be known as FRANKLIN TEMPLETON INVESTMENT FUNDS. The new Prospectus of the Company, dated July, 2000, containing these changes, should be available from July 1, 2000, subject to prior registration in your country.

**1. Revised Pricing Structure**

A revised set of charges will take effect from July 1, 2000, the date of introduction of the new Prospectus. The new charges are in line with those imposed by promoters of similar funds and reflect the costs of administering this type of investment.

**a) Investment Management Fee**

The fees payable by the Company to the investment managers in respect of the different Funds for Class A, Class B and Class BX Shares will be revised. In most cases, for existing Funds, this represents a reduction in the annual management charge.

## b) Maintenance Charge

In addition to the investment management fee, a maintenance charge will be levied on all the existing Funds in respect of Class A Shares at a rate of up to 0.50%.

## c) Registrar and Transfer, Corporate, Domiciliary and Administrative Agent Fees

As of July 1, 2000, a new charging structure will take effect which will result in an overall increase in such fees of up to 0.20%.

Following the introduction of the maintenance charge in respect of Class A Shares for all existing Funds and the increase in the Registrar and Transfer, Corporate, Domiciliary and Administrative Agent fees, the holders of Class A Shares of such Funds may request, free of charge, the redemption of their Shares or their exchange into another Class of Shares of the same or another Fund.

Following the increase in the Registrar and Transfer, Corporate, Domiciliary and Administrative Agent fees, the holders of Class B and Class BX Shares of Franklin High Yield Fund, Franklin U.S. Government Fund, Templeton Emerging Markets Fund, Templeton Global Income Fund (where available) and Templeton U.S. Dollar Liquid Reserve Fund are reminded that they may request the redemption of their Shares or their exchange in accordance with the terms of the Prospectus.

## 2. Changes to Dividend Calendar

With effect from July 1, 2000 the following Funds will pay dividends annually on December 31:

Templeton Emerging Markets Bond (Euro) Fund (previously quarterly)

Templeton Euro Liquid Reserve Fund (previously monthly)

Templeton Global Bond (Euro) Fund (previously quarterly)

## 3. Fund Name Changes

With effect from April 3, 2000 the names of the following Funds have been revised as follows:

Templeton Smaller Companies Fund changes to Templeton Global Smaller Companies Fund

Templeton Eastern European Fund changes to Templeton Eastern Europe Fund

Templeton Korean Fund changes to Templeton Korea Fund

Templeton Latin American Fund changes to Templeton Latin America Fund

Templeton Emerging Markets Fixed Income (Euro) Fund changes to Templeton Emerging Markets Bond (Euro) Fund

Templeton Emerging Markets Fixed Income Fund changes to Templeton Emerging Markets Bond Fund

Franklin Templeton U. S. Government Fund changes to Franklin U.S. Government Fund

Franklin Templeton High Yield Fund changes to Franklin High Yield Fund

Holders of bearer Shares (Class A shares which are not listed at the Luxembourg Stock Exchange) are invited to present their certificates to CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A., 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg between July 1, 2000 and September 30, 2000, for amendment. This procedure does not apply to Class A shares which are held in global form and are listed on the Luxembourg Stock Exchange.

The entire text of the amendments may be obtained, free of charge, at the registered office of the Company.

For further information, Shareholders are invited to contact their nearest Templeton office.

Brussels Tel: (32) 2 743 3200 Fax: (32) 2 743 3228	Buenos Aires Tel: (54) 11 4313 0848 Fax: (54) 11 4313 0885	Edinburgh Tel: (44) 131 469 4000 Tel: 0800 305306 (UK only) Fax: (44) 131 228 4506
Frankfurt Tel: (49) 69 272 23 272 Tel: 0800-0738002 (from Germany only) Tel: 0660-5911 (from Austria only) Fax: (49) 69 272 23 120	Hong Kong Tel: (852) 2877 7733 Fax: (852) 2877 5401	Johannesburg Tel: (27) 11 484 1136 Fax: (27) 11 484 5595
Luxembourg Tel: (352) 46 66 67 212 Fax: (352) 22 21 60	Madrid Tel: (3491) 426 3600 Fax: (3491) 577 1857	Milan Tel: (39) 02 620 281 Fax: (39) 02 290 60736
Nassau Tel: (1) 242 362 4600 Fax: (1) 242 362 4308	Paris Tel: (33) 1 40 73 86 00 Fax: (33) 1 40 73 86 10	Taipei Tel: (886) 2 2781 0088 Fax: (886) 2 2781 7788
	Stockholm Tel: (468) 545 01230 Fax: (468) 611 5155	Hoofddorp (NL) Tel: (31) 23 568 7000 Fax: (31) 23 568 7070

(02582/755/75)

*The Board of Directors.*

**ABN AMRO PROFIL FUNDS MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2180 Luxembourg-Kirchberg, 4, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 66.087.

Under an agreement dated May 2, 2000, the Board of Directors has appointed ABN AMRO LUXEMBOURG INVESTMENT MANAGEMENT S.A. as central administration agent in replacement of ABN AMRO TRUST COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.

Luxembourg, May 22, 2000.

(02650/755/9)

*The Board of Directors.*

**NOBILIS INVESTMENT FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2180 Luxembourg-Kirchberg, 4, rue Jean Monnet.  
R. C. Luxembourg B 64.709.

Under an agreement dated May 2, 2000, the Board of Directors has appointed ABN AMRO LUXEMBOURG INVESTMENT MANAGEMENT S.A. as central administration agent in replacement of ABN AMRO TRUST COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.

Luxembourg, May 22, 2000.

(02652/755/9)

*The Board of Directors.*

---

**ABN AMRO FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2180 Luxembourg-Kirchberg, 4, rue Jean Monnet.  
R. C. Luxembourg B 47.072.

Under an agreement dated May 2, 2000, the Board of Directors has appointed ABN AMRO LUXEMBOURG INVESTMENT MANAGEMENT S.A. as central administration agent in replacement of ABN AMRO TRUST COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.

Luxembourg, May 22, 2000.

(02676/755/10)

*The Board of Directors.*

---

**MIROS INVESTMENT HOLDING ET CIE, Société en commandite par actions.**

RECTIFICATIF

A la page 16224 du Mémorial C, N° 338 du 12 mai 2000, il y a lieu de lire dans l'intitulé:  
MIROS INVESTMENT HOLDING ET CIE, Société en commandite par actions,  
(anc. MIROS INVESTMENT).

(02677/xxx/8)

---

**SEDELLCO HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 35.443.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *16 juin 2000* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

(02549/000/16)

*Le Conseil d'Administration  
Signature*

---

**OLDEX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2241 Luxembourg, 2, rue Tony Neuman.  
R. C. Luxembourg B 12.276.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, 2, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg, le *13 juin 2000* à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et rapport du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

I (01237/512/18)

---

18318

**NIVALCON IMMO S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.  
R. C. Luxembourg B 53.792.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *15 juin 2000* à 15.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1999
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
- ratification de la nomination d'un administrateur par le Conseil d'Administration du 28 mars 2000
- divers

I (01543/560/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**VIEUX LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,  
SOCIETE POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET ARTISTIQUE.**

Siège social: Luxembourg, rue Plaetis.  
R. C. Luxembourg B 14.014.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra 11, Bisserwee, 1<sup>er</sup> étage, à Luxembourg-Grund, le jeudi *15 juin 2000* à 17.00 heures.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire;
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 1999;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaires;
4. Nominations au conseil;
5. Divers.

Pour prendre part à l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au plus tard le 8 juin 2000 à l'un des établissements bancaires ci-après désignés:

1. BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.;
2. BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.;
3. BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT;
4. KREDIETBANK S.A.

Les procurations devront être déposées auprès d'une des banques précitées ou envoyées au siège social au plus tard pour le 9 juin 2000.

I (02098/000/25)

*Le Conseil d'Administration.*

**MIN INVEST S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 50.412.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *16 juin 2000* à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Autorisation au Conseil d'Administration dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social (et du capital autorisé) en EURO, d'augmenter le capital social (et le capital autorisé), d'adapter ou de supprimer la désignation de valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.
6. Divers.

I (02119/534/20)

*Le Conseil d'Administration.*

18319

**FROHFELD A.G., Aktien-Holdinggesellschaft.**  
Gesellschaftssitz: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.  
H. R. Luxemburg B 23.200.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 19. Juni 2000 um 11.00 Uhr, an der Adresse des Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

*Tagesordnung:*

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. Dezember 1999.
3. Beschlussfassung über die Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
4. Neuwahlen.
5. Ermächtigung an den Verwaltungsrat, im Rahmen des Gesetzes vom 10. Dezember 1998, die notwendigen Formalitäten zur Umwandlung des gezeichneten Kapitals und des genehmigten Kapitals in EURO vorzunehmen, das gezeichnete und das genehmigte Kapital zu erhöhen, den Nominalwert der Aktien anzupassen oder abzuschaffen und die Satzungen dementsprechend anzupassen.
6. Verschiedenes.

I (02120/534/21)

*Der Verwaltungsrat.*

**KANONICA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxemburg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxemburg B 58.581.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 juin 2000 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1999;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. divers.

I (02192/006/15)

*Le Conseil d'Administration.*

**UFILUX S.A. HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: Luxemburg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxemburg B 9.813.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 juin 2000 à 15.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1999;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. divers.

I (02193/006/15)

*Le Conseil d'Administration.*

**LINETHY INVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2241 Luxemburg, 4, rue Tony Neuman.  
R. C. Luxemburg B 56.291.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 juin 2000 à 16.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxemburg et qui aura pour ordre du jour:

18320

*Ordre du jour:*

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1999
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
- ratification de la nomination d'un administrateur par le conseil d'administration du 28 mars 2000
- divers

I (02276/560/19)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**GWENAEL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R. C. Luxembourg B 50.822.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *15 juin 2000* à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1999;
- b) rapport du Commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1999;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) changement de la dénomination sociale du Commissaire de Surveillance MONTBRUN FIDUCIAIRE, S.à r.l. ET CIE, S.e.c.s. en FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, S.à r.l.
- g) conversion du capital en euro
- h) divers.

I (02316/045/20)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**NATSAN HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R. C. Luxembourg B 44.832.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *9 juin 2000* à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes pour l'année 1999.
2. Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes pour l'année 1999.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

I (02396/502/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**F.M.O. HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 55.771.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le *13 juin 2000* à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999, et affectation du résultat.



3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1999.
4. Conversion de la devise du capital de Francs français en Euros à partir de l'exercice social commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, conformément aux conditions d'application de la loi du 10 décembre 1998.
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur.
6. Divers.

I (02423/005/19)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**MANDANOR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 31.407.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 14 juin 2000 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1999.
4. Nominations statutaires.
5. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Conversion de la devise du capital de Francs luxembourgeois en Euros à partir de l'exercice social commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, conformément aux conditions d'application de la loi du 10 décembre 1998.
7. Divers.

I (02433/005/20)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**MAYFAIR HOLDINGS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 37.219.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 14 juin 2000 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1999.
4. Nominations statutaires.
5. Conversion de la devise du capital de Francs luxembourgeois en Euros à partir de l'exercice social commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, conformément aux conditions d'application de la loi du 10 décembre 1998.
6. Divers.

I (02434/005/19)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**CAMOZE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 28.787.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999, et affectation du résultat;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1999;
4. Divers.

I (02467/005/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

18322

**THRESHOLD S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R. C. Luxembourg B 37.246.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 15 juin 2000 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1999;
- b) rapport du Commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Comptes de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1999;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) divers.

I (02469/045/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**SENTRIM S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 8.158.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE**

qui se tiendra le vendredi 16 juin 2000 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (02492/755/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**GREENFIN HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard Dr. Charles Marx.  
R. C. Luxembourg B 58.277.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des Actionnaires qui se tiendra le 13 juin 2000 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1999
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Acceptation de la démission d'un administrateur et nomination de son remplaçant
5. Divers

I (02496/788/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**GECOFISC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard Dr. Charles Marx.  
R. C. Luxembourg B 45.679.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des Actionnaires qui se tiendra le 13 juin 2000 à 11.30 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1999
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Acceptation de la démission d'un administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
6. Divers

I (02497/788/19)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**DERVAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard Dr. Charles Marx.  
R. C. Luxembourg B 55.847.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des Actionnaires qui se tiendra le *13 juin 2000* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1999
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Acceptation de la démission d'un administrateur et nomination de son remplaçant
5. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
6. Divers

I (02498/788/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**BIO-PRODUCTS AND BIO-ENGINEERING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard Dr. Charles Marx.  
R. C. Luxembourg B 55.891.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des Actionnaires qui se tiendra le *13 juin 2000* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1999
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

I (02499/788/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**BATICONFORT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 20.083.

La Gérance a l'honneur de convoquer Messieurs les associés par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le *13 juin 2000* à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation du rapport du Gérant.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner à la Gérance pour l'exercice de son mandat jusqu'au 31 décembre 1999.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
5. Conversion de la devise du capital de Francs belges en Euros à partir de l'exercice social commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, conformément aux conditions d'application de la loi du 10 décembre 1998.
6. Divers.

I (02500/005/18)

*La Gérance.*

---

**BATICONFORT GERANCE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 20.084.

La Gérance a l'honneur de convoquer Messieurs les associés par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation du rapport du Gérant.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner à la Gérance pour l'exercice de son mandat jusqu'au 31 décembre 1999.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
5. Conversion de la devise du capital de Francs belges en Euros à partir de l'exercice social commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, conformément aux conditions d'application de la loi du 10 décembre 1998.
6. Divers.

I (02501/005/18)

*La Gérance.*

---

**TEVORINA FINANCE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 31.417.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les associés par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1999.
4. Nominations statutaires.
5. Conversion de la devise du capital de Francs luxembourgeois en Euros à partir de l'exercice social commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, conformément aux conditions d'application de la loi du 10 décembre 1998.
6. Divers.

I (02503/005/19)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**NORAL HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 11.488.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les associés par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1999.
4. Conversion de la devise du capital de Francs luxembourgeois en Euros à partir de l'exercice social commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, conformément aux conditions d'application de la loi du 10 décembre 1998.
5. Divers.

I (02504/005/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**ABBAY HOLDINGS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Moutfort, 4, Gappenhiehl.  
R. C. Luxembourg B 27.285.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 14 juin 2000 à 11.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et discussion des comptes au 31 décembre 1999.
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
3. Rapport du Commissaire aux Comptes.
4. Décharge aux organes de la société.
5. Décision sur l'affectation du résultat.
6. Elections.
7. Divers.

I (02505/698/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**RELIANT INTERNATIONAL CORPORATION S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 70, Grand-rue.  
R. C. Luxembourg B 29.831.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 14 juin 2000 à 15.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et discussion des comptes au 31 décembre 1999.
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
3. Rapport du Commissaire aux Comptes.
4. Décharge aux organes de la société.
5. Décision sur l'affectation du résultat.
6. Elections.
7. Divers.

I (02506/698/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**G S I HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 70, Grand-rue.  
R. C. Luxembourg B 53.483.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 15 juin 2000 à 15.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et discussion des comptes au 31 décembre 1999.
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
3. Rapport du Commissaire aux Comptes.
4. Décharge aux organes de la société.
5. Décision sur l'affectation du résultat.
6. Elections.
7. Divers.

I (02509/698/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**UNIFLAIR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 70, Grand-rue.  
R. C. Luxembourg B 54.089.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 15 juin 2000 à 15.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et discussion des comptes au 31 décembre 1999.
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
3. Rapport du Commissaire aux Comptes.
4. Décharge aux organes de la société.
5. Décision sur l'affectation du résultat.
6. Elections.
7. Divers.

I (02510/698/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**NETGELS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R. C. Luxembourg B 33.131.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 14 juin 2000 à 14.30 heures au siège social.

*Ordre du jour:*

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999. Affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

I (02532/595/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**AGRICOLUX, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 17.306.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le vendredi 16 juin 2000 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Réviseur Indépendant,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Réviseur Indépendant,
- Ratification de la démission de Messieurs H. Plouvier et P. de Moor en qualité d'Administrateurs et réduction du nombre des Administrateurs de 8 à 6 membres.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (02538/755/19)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**MEETSHOW INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 43.940.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 15.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

I (02564/696/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**WOODCUT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 68.865.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 14.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

I (02565/696/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**WOODLANDER PROJECT HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 62.226.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

I (02566/696/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**LAND INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 62.225.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 10.30 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 1998 et 1999;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Acceptation de la démission de deux Administrateurs et nomination de leurs remplaçants;
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Divers.

I (02567/696/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**WAXWING SECURITIES HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 19, rue de Kirchberg.  
R. C. Luxembourg B 62.029.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

I (02568/696/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**SOLEIL FINANCE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 57.732.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 13 juin 2000 à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

I (02569/696/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**ABIC HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 20.706.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 16 juin 2000 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1999;
- Affectation du résultat au 31 décembre 1999;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Renouvellement du mandat des administrateurs et du commissaire pour une période de 6 ans;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

I (02571/531/19)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**MICAZE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R. C. Luxembourg B 29.396.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 16 juin 2000 à 10.30 heures au siège avec pour:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
2. Approbation des bilan, compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1999;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 1999;
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire;
5. Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

I (02572/531/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**GEFINOR S.A., Société Anonyme Holding.**

Registered office: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 8.282.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

which will be held on the 22nd June 2000 at 11.00 a.m. at the head office with the following

*Agenda:*

1. Submission of the report of the Board of Directors;
2. Submission of the report of the Statutory Auditors;
3. Approval of the balance sheet and the profit and loss account as of December 31, 1999 and allocation of the result;
4. Discharge to be granted to the directors and the statutory auditors;
5. Statutory election;
6. Approval of the delegation to the chairman of the powers to represent the company and conduct its daily management and affairs;
7. Sundry.

To be present or represented at this annual general meeting, Messrs Shareholders are requested to deposit their shares five working days before the meeting at the head office.

I (02577/755/22)

---

**MCY S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.  
R. C. Luxembourg B 70.681.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le mardi 13 juin 2000 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:



*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats;
4. Divers.

I (02603/000/15)

Le Conseil d'Administration.

**G-STRATEGY, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 49.023.

Les actionnaires de G-STRATEGY, SICAV sont invités à participer à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

modificative des statuts qui se tiendra à Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy, le 29 juin 2000 à 10.00 heures. Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale convoquée le 26 mai 2000, il a été décidé de convoquer une nouvelle Assemblée Générale qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 1<sup>er</sup> des statuts afin de changer la dénomination de la Société de G-STRATEGY en MEESPIERSON-STRATEGY, le nouvel article étant libellé comme suit: «Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront les propriétaires d'actions, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable dénommée MEESPIERSON-STRATEGY (la «Société»).»
2. Apport de quelques adaptations textuelles aux statuts, notamment dues à l'introduction de l'euro. Le détail des modifications proposées est disponible gratuitement sous la forme d'un projet de statuts complet modifié au siège social de la SICAV, 14, rue Aldringen, Luxembourg.

Pour tenir valablement l'assemblée, aucun quorum de présence n'est requis. Les décisions seront votées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Toute action donne droit à une voix. Chaque actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par le biais d'une procuration. Toute procuration devra parvenir au siège social de la société 48 heures au moins avant l'assemblée.

Pour prendre part à l'assemblée, les actionnaires au porteur devront déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée au siège de la société ou auprès de:

- FORTIS BANQUE, Montagne du Parc, 3, à Bruxelles;
- BANQUE BELGOLAISE, Cantersteen, 1, à Bruxelles;
- BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 50, avenue J.F. Kennedy, à Luxembourg;
- FORTIS BANK LUXEMBOURG, 12-16, avenue Monterey, à Luxembourg.

I (02617/584/30)

Le Conseil d'Administration.

**LIPARIS FINANCIERE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R. C. Luxembourg B 73.310.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 15 juin 2000 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1999;
- b) rapport du Commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1999;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) changement de la dénomination sociale de MONTBRUN FIDUCIAIRE S.à r.l. et Cie, S.e.c.s. en FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, S.à r.l.
- g) divers.

I (02620/045/19)

Le Conseil d'Administration.

**HEXX S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 70.675.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le vendredi 16 juin 2000 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,

- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (02653/755/18)

Le Conseil d'Administration.

---

**CORONA HOLDING, Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 4.064.

L'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 22 mai 2000 n'ayant pas été régulièrement constituée et n'ayant donc pas pu délibérer sur l'ordre du jour lui soumis pour défaut de quorum nécessaire requis, les actionnaires sont priés d'assister à une

**DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 12 juillet 2000 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Changement de la dénomination de CORONA HOLDING, Société Anonyme Holding en A.N.D. INTERNATIONAL HOLDING S.A. et modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup>) des statuts.
2. Annulation des mots «et les commissaires réunis» dans le dernier paragraphe de l'article 5) des statuts pour lui donner la teneur suivante: «En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, sauf à faire procéder à l'élection définitive par l'assemblée générale lors de la première réunion».
3. Annulation de la première phrase de l'article 6) des statuts: «Le Conseil d'administration élit en son sein un président».
4. Remplacement dans l'article 6) des statuts, de la phrase «En cas de partage, la voix du président est prépondérante» par «En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante».
5. Annulation des mots suivants dans la dernière phrase de l'article 6) des statuts: «les extraits des registres de délibération porteront la signature du président ou de son remplaçant».
6. Annulation de l'article 8) des statuts concernant l'affectation d'actions en garantie du mandat des administrateurs et du commissaire et renumérotation des articles suivants.
7. Modification de l'article 10), première phrase, des statuts pour lui donner la teneur suivante: «L'assemblée générale annuelle se réunira le 27 avril de chaque année à 11.00 heures du matin dans la commune de Luxembourg, au lieu indiqué dans les convocations.» et ce pour la première fois en 2001.
8. Divers.

I (02657/006/31)

Le Conseil d'Administration.

---

**D.C.I. - D.C. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 32.190.

L'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 22 mai 2000 n'ayant pas été régulièrement constituée et n'ayant donc pas pu délibérer sur l'ordre du jour lui soumis pour défaut de quorum nécessaire requis, les actionnaires sont priés d'assister à une

**DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 12 juillet 2000 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article huit des statuts pour lui donner la teneur suivante: «L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 27 avril de chaque année à quinze heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner dans les convocations. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»
2. Divers.

I (02658/006/18)

Le Conseil d'Administration.

---

**D.I.E. HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 39.940.

L'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 22 mai 2000 n'ayant pas été régulièrement constituée et n'ayant donc pas pu délibérer sur l'ordre du jour lui soumis pour défaut de quorum nécessaire requis, les actionnaires sont priés d'assister à une

**DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 12 juillet 2000 à 10.45 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article huit des statuts pour lui donner la teneur suivante: «L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 27 avril de chaque année à dix heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner dans les convocations. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.» et ce pour la première fois en 2001.
2. Divers.

I (02659/006/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**DEXIA ASIA PREMIER, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 52.644.

Notice is hereby given to the shareholders, that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of DEXIA ASIA PREMIER will be held at the head office of BANQUE INTERNATIONALE À LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on *June 13th, 2000* at 10.00 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets as at December 31st, 1999; Appropriation of the results;
3. Discharge to the Directors;
4. Statutory Appointments;
5. Miscellaneous.

Shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

In order to attend the Meeting of DEXIA ASIA PREMIER, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting with BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (02675/584/23)

*The Board of Directors.*

**CITISELECT, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.  
R. C. Luxembourg B 60.118.

Etant donné que l'Assemblée Générale Annuelle de la Société sous rubrique n'a pu être tenue à la date statutaire du 16 mai 2000, le Conseil d'Administration a décidé de reconvoquer

**l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

à laquelle vous êtes invités à assister. Celle-ci aura lieu le *13 juin 2000* à 11.00 heures au siège social de la Société, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des Bilan et Compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1999 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 1999.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent participer à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs avant la date de l'Assemblée au siège social de la Société.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

I (02678/755/23)

*Le Conseil d'Administration.*

**PARTIBEL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.  
R. C. Luxembourg B 35.679.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *5 juin 2000* à 15.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg, et qui aura pour

*Ordre du jour:*

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.

- approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1999.
- affectation du résultat.
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- ratification de la nomination d'un administrateur par le Conseil d'Administration du 28 mars 2000.
- divers.

II (01587/560/17)

*Le Conseil d'Administration.***PATRIARCH, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.  
H. R. Luxembourg B 67.184.

Die Aktionäre der PATRIARCH, SICAV werden hiermit zu einer

**ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

der Aktionäre eingeladen, die am 6. Juni 2000 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 1999 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 1999 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
5. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keinen Anwesenheitsbedingungen und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Arbeitstage vor der Generalversammlung vorliegen.

II (01665/755/25)

*Der Verwaltungsrat.***NADHA HOLDING S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.  
R. C. Luxembourg B 15.215.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 14 juin 2000 à 14.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- rapport du Commissaire à la vérification de la liquidation
- décharge au liquidateur et au Commissaire à la vérification de la liquidation
- clôture de la liquidation
- indication de l'endroit où les livres et documents devront être déposés et conservés pendant 5 ans à partir du jour de la liquidation.

L'assemblée générale extraordinaire du 27 avril 2000 n'a pas pu délibérer sur les mêmes points mis à l'ordre du jour, faute de quorum.

II (02009/560/19)

*Le Conseil d'Administration.***BODHI HOLDINGS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 25.510.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 5 juin 2000 à 14.00 heures au siège social de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilans et comptes de Profits et Pertes aux 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Ratification de la cooptation d'un administrateur par le Conseil d'Administration et décharge à accorder à l'administrateur démissionnaire
6. Divers.

II (02031/803/18)

*Le Conseil d'Administration.*

18333

**THACHA, Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 46.779.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 juin 2000 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Autorisation au Conseil d'Administration dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social (et du capital autorisé) en EURO, d'augmenter le capital social (et le capital autorisé), d'adapter ou de supprimer la désignation de valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.
6. Divers.

II (02107/534/20)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**VIGOR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 30.091.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 6 juin 2000 à 17.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1999;
- b) rapport du Commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1999;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) changement de la dénomination sociale du Commissaire de Surveillance MONTBRUN FIDUCIAIRE, S.à r.l. et CIE, S.e.c.s. en FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, S.à r.l.;
- g) divers.

II (02177/045/19)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**OTANOD INFORMATIK S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R. C. Luxembourg B 67.374.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 6 juin 2000 à 10.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1999;
- b) rapport du Commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Comptes de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1999;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) divers.

II (02178/045/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**HORTENSE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 55.641.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 13 juin 2000 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.

L'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 2 mai 2000 n'a pas pu délibérer sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 13 juin 2000 délibérera quelle que soit la portion du capital représenté.

II (02181/534/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**REFINA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 12.786.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 juin 2000 à 15.30 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1999;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. divers.

II (02184/006/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**IFA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 38.108.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 5 juin 2000 à 10.30 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1999;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. divers.

II (02185/006/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**GOFINCO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

N'ayant pas atteint le quorum requis lors de l'assemblée générale extraordinaire du 5 mai 2000, Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme GOFINCO S.A. sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, le mercredi 14 juin 2000 à 11.30 heures.

*Ordre du jour:*

1. Changement de la dénomination sociale de la société en GOFINCO HOLDING S.A. et modification afférente du premier paragraphe de l'article premier des statuts.
2. Changement de la monnaie d'expression du capital social de la société de Francs Luxembourgeois en Euros, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000, au cours de EUR 1,- pour LUF 40,3399, le nouveau capital de la société s'élevant ainsi à EUR 371.840,29.
3. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 3.159,71 pour le porter de son montant actuel de EUR 371.840,29 à EUR 375.000,- par incorporation d'une partie des réserves disponibles à due concurrence.
4. Souscription de l'augmentation de capital.
5. Instauration pour une période de 5 ans d'un capital autorisé d'un montant de EUR 25.000.000,-.
6. Modifications afférentes de l'article trois des statuts.

Pour pouvoir assister à cette assemblée générale extraordinaire, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social, 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, ainsi que de faire parvenir toute procuration au siège social de la société 48 heures au moins avant l'assemblée.

II (02206/000/25)

*Le Conseil d'Administration.*

---

18335

**ENGELHORN S.A. HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.  
R. C. Luxembourg B 69.493.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le *lundi 5 juin 2000* à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats;
4. Divers.

II (02229/000/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**PARTOGEST, Société Anonyme.**

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.  
R. C. Luxembourg B 22.090.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *5 juin 2000* à 15.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1999
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- ratification de la nomination d'un administrateur par le conseil d'administration du 28 mars 2000
- divers

II (02275/560/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**SOCIETE EUROPEENNE DE PARTICIPATION COMMERCIALE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 59.776.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *6 juin 2000* à 10.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1999;
- b) rapport du Commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1999;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) divers.

II (02308/045/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**SAY HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.  
R. C. Luxembourg B 42.242.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le *6 juin 2000* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Approbation des bilans et des comptes de Pertes et Profits au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration et au Commissaire.
5. Divers.

II (02342/003/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**OXALIS INVESTISSEMENT S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R. C. Luxembourg B 65.714.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 2 juin 2000 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 1999;
- approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999;
- affectation des résultats au 31 décembre 1999;
- décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
- divers.

II (02444/000/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**OLIO FINANCE, Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 75, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 62.239.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le vendredi 2 juin 2000 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999 et affectation du résultat.
2. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

II (02449/000/15)

*Le Conseil d'Administration.*

**ROBUR INTERNATIONAL, SICAV,  
Société d'Investissement à Capital Variable à Compartiments Multiples.**

Registered office: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.  
R. C. Luxembourg B 31.868.

Notice is hereby given that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of ROBUR INTERNATIONAL, SICAV for the financial year ending 1999 shall be held at the registered office of the company in Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare, on June 2, 2000 at 2.00 p.m. local time for the purpose of considering the following agenda:

*Agenda:*

1. To receive and adopt the Management Report of the Directors and the Report of the Independent Auditor for the year ended December 31, 1999.
2. To receive and adopt the Annual Accounts for the year ended December 31, 1999.
3. To release the Directors and the Independent Auditor in respect with the performance of their duties during the fiscal year.
4. To appoint the Directors and the Independent Auditor.
5. To transact any other business.

The Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the meeting with no restriction.

In order to attend the meeting of June 2, 2000, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at the registered office of the Company or with ROBUR KAPITALFÖRVALTNING AB, 105 34 Stockholm, Sweden.

The Shareholders on record at the date of the meeting are entitled to vote or give proxies. Proxies should arrive at the registered office of the Company at least 48 hours before the meeting.

II (02559/584/28)

*The Board of Directors.*